



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2017

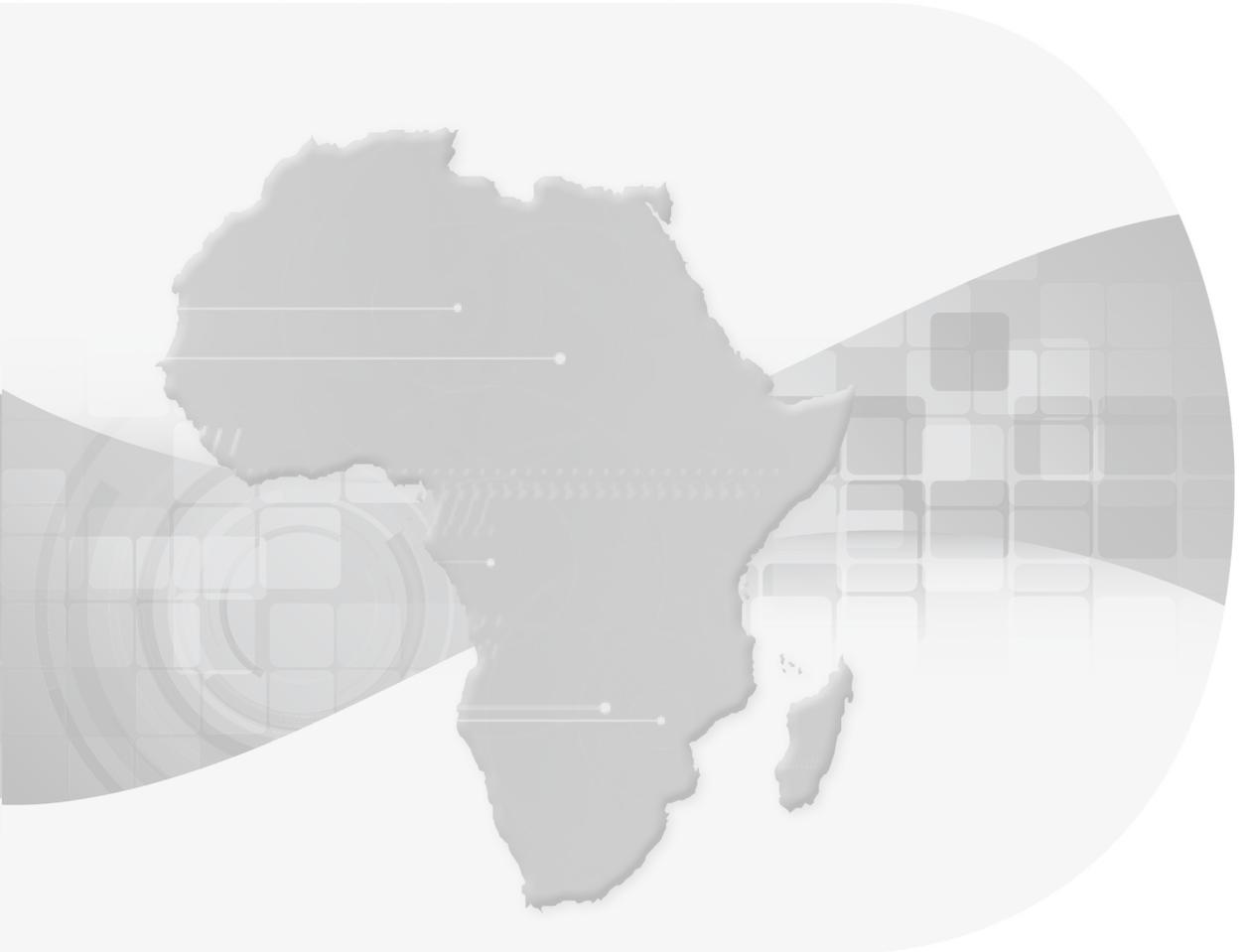


GABON



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS **2017**



GABON

Commandes

Pour commander des exemplaires du Profil de pays - Gabon, veuillez contacter :
Section des publications

Commission économique pour l'Afrique
B.P. 3001
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : +251-11- 544-9900
Télécopie : +251-11-551-4416
Adresse électronique : ecainfo@uneca.org
Web : www.uneca.org

Pour télécharger gratuitement une copie électronique des publications de la CEA,
veuillez accéder au site : www.uneca.org/publications

© 2018 Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie
Tous droits réservés
Premier tirage : mars 2018

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

Sommaire

REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	v
Le Gabon en bref	vi
1. Vue d'ensemble	1
2. Contexte national et sous-régional	3
3. Performances économiques	8
3.1 Croissance économique et performances sectorielles	8
3.2 Politique budgétaire	10
3.3 Inflation et politique monétaire	11
3.4 Compte courant	12
3.5 Compte de capital, investissement direct étranger et flux d'aide au développement	14
4. Développement social	15
4.1 Dynamique démographique	15
4.2 Pauvreté et emploi	16
4.3 Santé	17
4.4 Éducation	19
4.5 Évaluation de l'égalité de genre au Gabon	20
5. Mieux valoriser l'huile de palme pour accélérer la transformation économique au Gabon	22
Introduction	22
5.1 Évolution de la production de l'huile de palme au Gabon	23
5.2 Les éléments de la nouvelle stratégie nationale de développement de l'huile de palme	26
5.3 Les défis à relever pour tirer le plus grand profit de la filière huile de palme	28
6. Évaluation de la qualité des données nationales	31
Références	33

REMERCIEMENTS

L'objectif de la série de profils de pays publiés par la Commission économique pour l'Afrique est de produire et de diffuser des analyses et des recommandations de politiques propres à chaque pays et à chaque région en vue d'une transformation économique qui favorisera une croissance soutenue et un développement social durable, renforcera l'intégration régionale et facilitera la planification du développement et la gouvernance économique. Les profils de pays sont le résultat de la collaboration des bureaux sous-régionaux de la Commission et du Centre africain pour la statistique, avec des apports de la Division des politiques macroéconomiques, de la Division de l'intégration régionale et du commerce et de la Division des politiques de développement social.

Ce profil de pays a été réalisé sous la coordination générale et l'orientation de Giovane Biha, Secrétaire exécutive adjointe de la Commission économique pour l'Afrique, chargée de la diffusion du savoir, et a été rédigé sous la supervision générale d'Antonio Pedro, Directeur du Bureau sous-régional de la Commission en Afrique centrale, et la coordination technique de Mama Keita, Chef du Centre sous-régional de données. Son auteur principal était Ghitu-I-Mundunge, assisté par Julian Slotman, Mamadou Malick Bal, Issoufou Seidou, Abdulrahman Sowe et Michel Fogang. D'importantes contributions ont été apportées par des institutions nationales telle que la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale ainsi que la Banque des États de l'Afrique centrale. Le groupe d'examen interne mis en place par la Section de qualité opérationnelle de la Commission a fourni des observations et des contributions précieuses. Nous tenons également à remercier Mr François Colin Nkoa, enseignant en économie à l'Université de Yaoundé 2 (Cameroun), pour ses avis d'expert. Une mention spéciale va enfin à la Section des publications de la CEA pour l'édition, la traduction, la conception graphique et l'impression du présent profil de pays.

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

BAD	Banque africaine de développement
BEAC	Banque des États de l'Afrique centrale
BTP	Bâtiment et travaux publics
BVMAC	Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CPM	Comité de politique monétaire
CUA	Commission de l'Union africaine
DGEPPF	Direction générale de l'économie et de la politique fiscale
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
FMI	Fonds monétaire international
GRAINE	Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés
IDE	Investissements directs étrangers
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POA	Palm Oil Analytics
PRE	Plan triennal de relance de l'économie
RSPO	Roundtable on Sustainable Palm Oil
SIAT	Société d'investissement pour l'agriculture tropicale
SOTRADER	Société de transformation agricole et développement rural
USD	United States Dollar (dollar des États-Unis)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Le Gabon en bref

Informations générales		Classement	Rang	Sur un total de	Année	Source
Sous-région	Afrique Centrale	Indice de développement humain	109	188	2016	PNUD
Langue officielle	Français	Indice d'inégalités entre les sexes	127	159	2016	PNUD
Monnaie	Franc CFA	Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique	23	54	2016	Fondation Mo Ibrahim
Capitale	Libreville	Indice de la facilité de faire des affaires	164	190	2017	Banque mondiale
Appartenance à une des Communautés (s) économiques (s) régionales	CEEAC CEMAC	Indice de perception de la corruption	101	176	2016	Transparency International



Croissance économique

Le taux de croissance du PIB en volume s'est établi à 2,1 % en 2016, contre 3,9 % en 2015, sous l'effet de la baisse de 3,7 % du secteur pétrolier et de la hausse de 2,9 % du secteur hors-pétrole. La croissance reculerait à 0,8 % en 2017. Du côté de l'offre, les secteurs secondaire et tertiaire ont contribué positivement à la croissance, contrairement au secteur primaire. Du côté de la demande, la demande intérieure a permis de soutenir l'activité, grâce à une hausse de la consommation privée.



Politique budgétaire

En 2016, les recettes budgétaires ont baissé tandis que les dépenses publiques ont augmenté. En conséquence, le solde budgétaire (base engagements) s'est établi à - 5 % du PIB, contre - 1,1 % en 2015. Le déficit reculerait en 2017 pour se situer à 1,9 % du PIB. Au terme de l'année 2016, le stock de la dette publique a augmenté de 29 % par rapport à 2015, en liaison avec l'expansion de la dette intérieure.



Inflation et politique monétaire

Le taux d'inflation s'est accru passant de -0,3 % en moyenne annuelle en 2015 à 2,1 % en 2016. En 2017, les prix devraient progresser de 3 %, en liaison avec le renchérissement des coûts du logement et des transports. Le Comité de politique monétaire de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a décidé le 22 mars 2017 de relever le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) de 50 points de base pour le porter à 2,95 %.



Compte courant

Le compte courant s'est soldé par un déficit de 6,4 % du PIB en 2016, contre 0,6 % en 2015. Ce résultat trouve son origine dans la dégradation du solde de la balance commerciale suite à la baisse de 19,2 % des exportations. Il est prévu que le déficit du compte courant se réduise en 2017 pour s'établir à 3,3 % du PIB en raison de l'amélioration de la balance commerciale.



Investissement direct étranger

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de 72,5 % en 2016, pour se situer à 410,6 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique par le surcroît d'investissements dans l'agriculture, le BTP, les industries du bois et le secteur métallurgique. Le niveau des IDE remonterait de 11,5 % à 457,8 milliards de FCFA en 2017, conforté par la poursuite des investissements hors du secteur pétrolier.



Dynamique démographique

La population gabonaise est estimée à 1 979 786 habitants en 2016. Le rythme d'accroissement de la population est soutenu, sachant que l'effectif de la population a plus que doublé entre 1990 et 2016. Au Gabon, la population est pour l'essentiel jeune, la densité démographique est faible et le taux d'urbanisation figure parmi les plus élevés du continent africain.



Pauvreté

Selon les données les plus récentes, la pauvreté touchait 30 % de la population totale du Gabon en 2013. Même si le Gouvernement est parvenu à élargir les services d'assurance maladie et de protection sociale, la situation sociale s'est détériorée pour ce qui est de l'accès aux services de base (santé, eau potable et électricité) dans la plupart des régions.



Emploi

L'emploi salarié absorbe plus de la moitié des travailleurs suivi par le travail indépendant. Le ralentissement de l'activité économique observé depuis 2015 a eu un impact négatif sur le marché de l'emploi, essentiellement dans le secteur privé où les effectifs ont baissé de 2,6 % en 2015. Les données de la Banque mondiale indiquent que le taux de chômage est élevé dans la mesure où il se situe à 18,5 % en 2016.



Santé

L'espérance de vie à la naissance au Gabon était estimée à 65,7 ans en 2015. Elle est plus élevée chez les femmes (67,3 ans) que chez les hommes (64,2 ans). Des progrès notables ont été réalisés au cours des dernières années en ce qui concerne la réduction de la mortalité des enfants. Le Gabon a également fourni des efforts significatifs en ce qui concerne la lutte contre la mortalité maternelle.



Éducation

Le taux d'alphabétisation des populations de 15 à 24 ans au Gabon était estimé à 85,4 % en 2013 (85 % chez les hommes et 85,8 % chez les femmes). Le pays a accompli des progrès considérables en matière d'accès à l'éducation dans l'enseignement général de base. Un meilleur accès des jeunes à la formation professionnelle et technique augmenterait les possibilités d'accès au marché du travail.



Genre

La parité est parfaite dans les domaines de la santé et de l'éducation, ainsi que de l'alphabétisation des jeunes. Toutefois, des progrès restent à faire pour atteindre la parité dans des domaines tels que l'emploi ou la représentation au parlement et aux postes ministériels.

Vue d'ensemble

Le taux de croissance du PIB réel a baissé en 2016 à 2,1% contre 3,9 % en 2015, suite au ralentissement de l'économie mondiale et à la baisse des cours de certaines matières premières, dont le pétrole et le bois. Le contexte politique a été marqué par une crise postélectorale qui a perturbé le déroulement de certaines activités à la suite des élections présidentielles d'août 2016. La croissance s'établirait à 0,8 % en 2017, en relation avec le recul de la production de pétrole et la baisse des activités dans le secteur de la construction. Par la mise en œuvre des mesures prévues dans le cadre du Plan triennal de relance de l'économie (PRE 2017-2019), les autorités nationales entendent poser les bases de la reprise de l'activité économique à court terme.

Le taux d'inflation (en moyenne annuelle) est passé de -0,3 % en 2015 à 2,1 % en 2016, en relation avec la hausse des prix des postes logement, eau, gaz, électricité, autres combustibles, transports et biens et services divers. S'agissant de la gestion des finances publiques, le solde budgétaire (base engagements) s'est établi à -5 % du PIB, contre -1,1 % en 2015. Le compte courant a affiché un solde négatif en 2016 estimé à -6,4 % du PIB contre -0,6 % en 2015.

Bien que le Gabon, grâce notamment à ses abondantes ressources naturelles, dispose d'un atout indéniable pour assurer son développement économique, force est de constater que les conditions sociales ne sont pas des plus favorables. Selon une étude de McKinsey de 2013, le taux de pauvreté est en effet estimé à 30 %. En outre, le taux de chômage est élevé, dans la mesure où il concerne un actif sur six de 16 à 65 ans (16,5 %). Les conditions de vie des populations n'ont pas connu d'amélioration substantielle, en liaison avec l'insuffisance d'activités productives potentiellement génératrices de revenus pour les ménages et d'emplois décents pour les jeunes.

Le Gabon doit redoubler d'efforts pour diversifier son économie et accroître de manière substantielle la part des activités à haute valeur ajoutée, en encourageant une plus grande transformation locale de ses abondantes ressources naturelles et en promouvant l'émergence de branches d'activité compétitives dans l'agriculture et les services modernes (finances, TIC, tourisme etc.). Le principal défi à relever à court terme sera d'entreprendre les actions prévues dans le PRE 2017-2019 pour faire du renforcement de la compétitivité des filières, de l'amélioration du cadre des affaires et de la promotion de l'initiative privée les moteurs de la transformation de l'économie. Afin de pouvoir s'engager résolument

et promptement dans la diversification économique, il importera d'accroître l'attractivité du Gabon aux yeux des investisseurs privés locaux et étrangers au-delà des industries extractives, notamment dans les secteurs porteurs de l'industrie manufacturière et des services modernes. À ce titre, l'accent doit être mis sur la dynamisation du marché intérieur, un meilleur accès aux marchés régionaux, le développement des infrastructures ainsi que le renforcement des compétences techniques et de la maîtrise technologique.

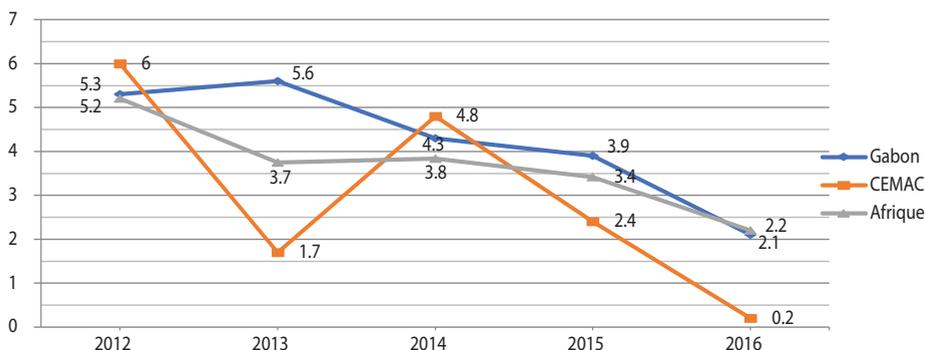
Contexte national et sous-régional

En 2016, l'économie du Gabon a continué de pâtir des effets négatifs de la baisse des cours des principales matières premières entamée au second semestre 2014. En conséquence de la baisse du prix du brut gabonais de 18 % par rapport à 2015, le taux de croissance a reculé pour s'établir à 2,1 %, un taux qui se situe au-dessus, certes, de la moyenne de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) estimée à 0,2 %, mais en-dessous de la moyenne africaine estimée à 2,2 %.

L'activité économique a été caractérisée en 2017 par une légère remontée des cours des matières premières (pétrole, manganèse), le ralentissement de l'activité dans la plupart des secteurs et l'entame de la mise en œuvre du Plan triennal de relance de l'économie (PRE). Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 0,8 %.

L'usine d'huile de palme de Mouila, au sud du Gabon, considérée comme la plus grande en Afrique (hors Afrique du Nord), avec une capacité de production de 138 700 tonnes par an, a été inaugurée en avril 2017. Elle est le fruit d'un partenariat public-privé entre le Gabon et la firme internationale singapourienne Olam. Le Gabon occupe la première

Figure 1 : Croissance du PIB au Gabon, dans la zone CEMAC et en Afrique (2012-2016, en %)



Source : Direction générale de l'économie et la politique fiscale, 2017a ; BEAC, 2017a ; BAD, CEA, CUA (2017).

place au sein de la CEMAC en ce qui concerne le climat des affaires selon le classement du rapport Doing Business 2017 de la Banque mondiale¹.

Le Gabon est membre, à la fois, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Son appartenance à la CEMAC l'astreint au respect des nouveaux critères de convergence macroéconomique adoptés lors de la trentième session ordinaire du Conseil des Ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC) le 16 janvier 2016 à Djibloho (Guinée équatoriale), à savoir : i) un solde budgétaire de référence supérieur ou égal à -1,5 % du PIB; ii) un taux d'inflation inférieur ou égal à 3 % en moyenne annuelle ; iii) un encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal inférieur ou égal à 70 % ; iv) une non-accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs.

L'instabilité macroéconomique observée dans la sous-région depuis 2014 suite à la baisse des cours du pétrole a remis à l'ordre du jour la question de l'ajustement budgétaire et suscité un regain d'intérêt pour la diversification économique. C'est ainsi que les pays membres ont adopté en 2015 un Programme de réformes économiques et financières (PREF) qui constitue le cadre de référence des négociations avec le FMI. Ensuite, les Chefs d'État et de gouvernement de la CEMAC, lors de leur Sommet du 23 décembre 2016 à Yaoundé, avaient recommandé aux pays membres « d'ouvrir et de conclure à brève échéance, des négociations bilatérales avec le FMI, pour mieux structurer les efforts d'ajustement de leurs États » et préconisé l'intensification des mesures et des actions en faveur de la diversification des économies². C'est dans ce contexte que le 19 juin 2017, le FMI a approuvé un accord triennal élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) en faveur du Gabon pour un montant d'environ 642 millions de dollars à l'appui du programme de relance à moyen terme défini par les autorités³. En effet, le Gouvernement entend, dans le cadre de ce plan, prendre des mesures de renforcement de l'efficacité de la dépense publique, d'optimisation et d'utilisation plus rationnelle des ressources budgétaires, de développement des infrastructures et de promotion du secteur privé comme leviers de la diversification et de la transformation de l'économie. L'idée est de générer, par une plus grande implication du secteur privé, une croissance durable et inclusive capable de transformer en profondeur l'économie (République Gabonaise, 2017). Les pays de la CEMAC ont réaffirmé leur engagement à maintenir la parité FCFA-Euro et à poursuivre ainsi la mise en œuvre des réformes du PREF-CEMAC lors d'un sommet en octobre 2017⁴.

Le Gabon entend jouer un rôle central dans le processus d'intégration en Afrique centrale. C'est ainsi que Libreville, la capitale, abrite les sièges de plusieurs institutions sous-régionales

1 Banque mondiale, 2017a.

2 Lors de la trente-troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts de la CEA pour l'Afrique centrale qui s'est tenue du 26 au 29 septembre 2017 à Douala, les participants ont adopté un document intitulé « Consensus de Douala », dans lequel ils déclarent leur intention de promouvoir le « Made in Central Africa » et de se concentrer sur les riches ressources naturelles de la sous-région comme base de son industrialisation.

3 Fonds Monétaire International, 2017.

4 Economist Intelligence Unit, 2017.

dont ceux de la CEEAC, de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) et de la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (COSUMAF). Par ailleurs, le Gabon assure la présidence de la Coordination régionale du NEPAD en Afrique centrale, et est le président en exercice de la CEEAC depuis mai 2015. En outre, un ressortissant du Gabon, le Professeur Daniel ONA ONDO, a été désigné le 31 Octobre 2017 comme nouveau Président de la Commission de la CEMAC.

Encadré 1 : Indice d'intégration régionale en Afrique : Gabon

L'indice d'intégration régionale en Afrique vise à déterminer dans quelle mesure chaque pays africain respecte les engagements pris dans le cadre de mécanismes d'intégration panafricaine tels que l'Agenda 2063 et le Traité d'Abuja. Il s'agit d'un projet élaboré conjointement par la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique. L'indice couvre les dimensions suivantes : i) libre circulation des personnes ; ii) intégration commerciale ; iii) intégration productive (développement de chaînes de valeurs régionales) ; iv) infrastructures ; et v) intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques. La section ci-dessous donne un aperçu de certains indicateurs. Une description technique de cet indice est accessible à l'adresse <https://www.integrate-africa.org/>.

Performance globale : 2^e place au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) avec un score de 0,57. La meilleure note au sein de la CEEAC revient au Cameroun (score de 0,66).

Libre circulation des personnes	Intégration commerciale	Intégration productive	Infrastructures	Intégration financière et convergence de la politique macroéconomique
7 ^e au sein de la CEEAC (score 0,45). La meilleure note au sein de cette communauté économique revient à Sao Tomé et Príncipe (score de 0,70).	3 ^e place au sein de la CEEAC (score 0,78). Le Cameroun affiche la meilleure note au sein de la CEEAC avec un score de 0,98	4 ^e au sein de la CEEAC (score 0,25). La meilleure note revient au Burundi (score de 0,84).	3 ^e au sein de la CEEAC (score 0,48). La meilleure note revient à l'Angola (score de 0,66).	Le Gabon affiche la meilleure note (score de 1)

Le Gabon est membre de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Le pays réalise des performances moyennes à bonnes au sein de cette communauté économique régionale (CER).

Libre circulation des personnes : Le Gabon occupe la 7^e place du classement en ce qui concerne la libre circulation des personnes au sein de la CEEAC, avec un score de 0,45. Bien qu'il ait ratifié les accords y relatifs, il exigeait encore, à la date du calcul de l'indice, que les ressortissants de plusieurs pays représentant la moitié de l'effectif des États membres de cette CER demandent un visa pour pouvoir entrer sur son territoire. Toutefois, il a ultérieurement fait des efforts, de sorte que depuis octobre 2017, les ressortissants d'une moitié des États membres de la CEEAC sont exemptés de visa tandis que ceux de l'autre peuvent en obtenir un à l'arrivée en soumettant leur demande via une plateforme électronique.

Intégration commerciale : Le Gabon arrive en 3^e place pour ce qui est de cet aspect de l'intégration régionale. Cette performance est en majeure partie due au fait qu'il applique des tarifs à l'importation relativement bas sur les marchandises en provenance des pays de la CEEAC (un tarif moyen de 0,31% selon les données utilisées pour calculer l'indice). En matière d'échanges intra régionaux, les échanges commerciaux entre le Gabon et les autres États membres de la CEEAC ont représenté, sur la période 2010-2013, environ 13 % du volume total des échanges intra CEEAC sur cette période.

Intégration productive : Le Gabon obtient une note relativement modeste dans ce domaine, mais il est loin d'avoir exploité ses potentiels en matière d'intégration productive à l'échelle sous régionale. Par exemple, l'indice de complémentarité régionale du commerce du Gabon au sein de la CEEAC était inférieur à 0,2 (sur une échelle de 0 à 1) sur la période du calcul de l'indice. Le pays devrait davantage trouver les moyens de s'insérer dans les chaînes de valeurs régionales. À cet égard, le développement d'infrastructures transnationales et une amélioration des capacités productives, entre autres, demeurent primordiaux.

Infrastructure : Sur ce volet de l'intégration régionale, le Gabon se place 3^e, avec un score de 0,48. Il affiche des coûts de roaming relativement faibles parmi les pays de la CEEAC, avec une moyenne de 0,37 dollars par minute sur la période du calcul de l'indice. En matière de développement des infrastructures régionales, le Gabon, comme l'ensemble des pays de la CEEAC, n'est guère performant. L'indice de développement des infrastructures

de la Banque africaine de développement pour le Gabon était d'environ 27 sur une échelle de 0 à 100 pour la période 2010-2012. Le développement des infrastructures demeure une condition sine qua non pour faire du Gabon un acteur économique majeur au sein de la CEEAC.

Intégration financière et politique macroéconomique : Le Gabon occupe la 1^{ère} place dans la CEEAC. Cette performance est notamment due à un taux d'inflation relativement faible (par rapport aux autres pays membres de cette CER) et au fait que le pays utilise la même monnaie que cinq autres États de la CEEAC.

Malgré quelques bonnes performances, le Gabon doit faire davantage d'efforts pour améliorer son intégration régionale. Développer les infrastructures, surtout celles qui s'inscrivent dans les projets régionaux, et améliorer les capacités productives pour maximiser le potentiel des chaînes de valeur régionales demeurent essentiels pour une meilleure intégration régionale du pays.

3

Performances économiques

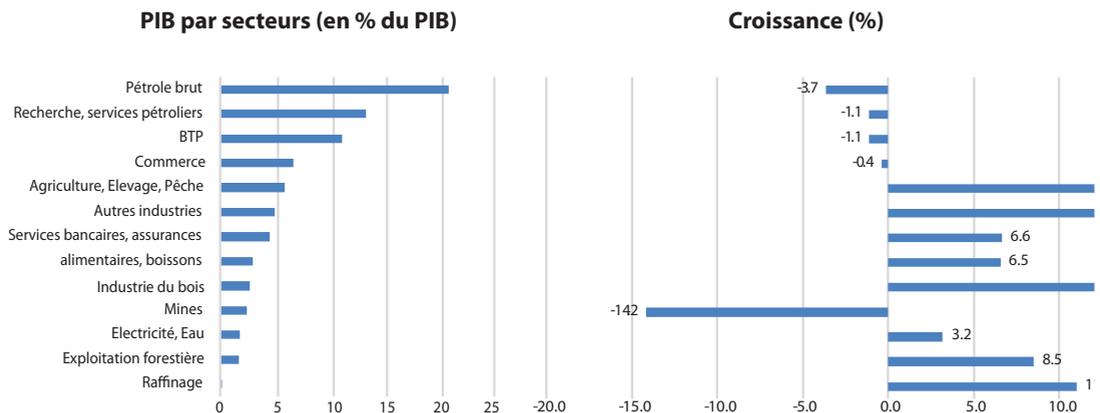
3.1 Croissance économique et performances sectorielles

L'activité économique a poursuivi en 2016 la tendance baissière amorcée en 2014, en relation avec le ralentissement de l'économie mondiale et la baisse des cours de certaines matières premières exportées par le Gabon, dont le pétrole et le bois. Le dynamisme du secteur hors pétrole et la bonne tenue du secteur de la construction liée à l'organisation de l'édition 2017 de la Coupe d'Afrique des Nations ont permis d'atténuer les effets défavorables de la crise postélectorale sur le fonctionnement de certaines activités. Dans ce contexte, la croissance du PIB s'est établie à 2,1 % en 2016, contre 3,9 % en 2015.

Du côté de l'offre, le secteur primaire représentait 27,7 % du PIB au coût des facteurs en 2016, en raison surtout du poids du pétrole brut estimé à 21 % du PIB. Le secteur secondaire représentait pour sa part 26,9 % du PIB, contre 45,4 % pour le secteur tertiaire, dont 27,5 % pour les activités marchandes et 17,9 % pour les services non marchands.

Les secteurs secondaire et tertiaire ont contribué positivement à la croissance en 2016, contrairement au secteur primaire. L'activité a reculé de 0,2 % en 2016 dans le secteur primaire en relation avec les contre-performances enregistrées dans les branches

Figure 2 : Parts sectorielles dans le PIB et taux de croissance des principaux sous-secteurs d'activité en 2016



Source : Direction générale de l'économie et la politique fiscale, 2017a.

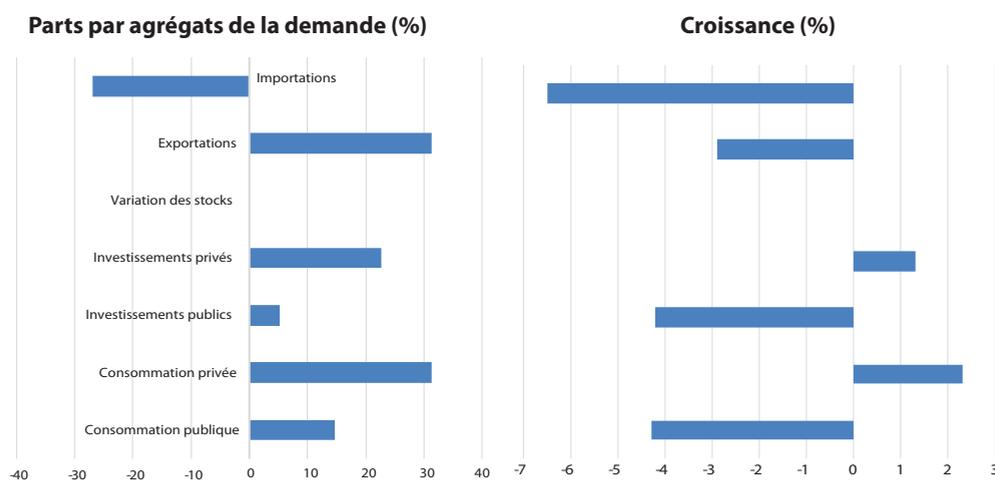
« pétrole » et surtout « mines », malgré une progression significative de la production dans les branches de l'agriculture et de l'exploitation forestière.

Le secteur secondaire a enregistré une hausse de 3,2 %, en raison de l'accélération de l'activité dans l'ensemble des branches, à l'exception des services pétroliers, qui ont connu un ralentissement, et de la construction, qui a été affectée par l'arrêt de certains chantiers. Les branches « industrie du bois », « industries minières », « autres industries » et « raffinage » ont réalisé de bonnes performances avec des taux de croissance supérieurs à 10 %.

L'examen détaillé du secteur secondaire, qui est censé être le catalyseur de la transformation structurelle, met en évidence une amélioration au niveau des industries manufacturières dont les activités portent, pour l'essentiel, sur l'agroalimentaire et la fabrication de boissons (2,1 % du PIB en 2016, contre 1,8 % en 2015), le travail du bois (2 % du PIB en 2016 contre 1,9 % en 2015) et d'autres productions (3,6 % du PIB en 2016 contre 1,9 % en 2015).

L'activité du secteur tertiaire a progressé de 5 % en 2016. L'ensemble des branches du secteur ont contribué positivement à la croissance, à l'exception de la branche « commerce ». L'activité de la branche « communication » s'est améliorée en particulier en raison du supplément de commandes adressées à certaines entreprises lors de la tenue des élections présidentielles. La branche « télécommunications » a, quant à elle, bénéficié du déploiement de la technologie 3G/4G et du développement de gros projets d'infrastructures haut débit dans plusieurs villes du pays.

Figure 3 : Parts relatives des agrégats de la demande dans le PIB et taux de croissance en 2016



Source : Direction générale de l'économie et la politique fiscale, 2017c.

Du côté de la demande, la composante intérieure, qui s'est accrue de 0,2 %, a permis de soutenir la croissance, face à une contraction de la composante extérieure de 36,6 %⁵. Cette évolution s'explique, pour la première, par la hausse de la consommation privée liée à la revalorisation des salaires dans le public et la forte demande durant la période électorale. La baisse de la demande extérieure, quant à elle, provient du repli des exportations de pétrole de 4,4 % en 2016⁶.

Selon la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale du Gabon (DGEFP), l'activité économique progresserait de 0,8 % en 2017⁷, dans un contexte caractérisé par la mise en œuvre du Plan triennal de relance de l'économie, le repli de l'activité pétrolière et la remontée des cours internationaux des matières premières comme le pétrole et le manganèse. Par secteur d'activité, les prévisions de croissance révisées font ressortir une hausse d'activité de 0,4 % dans le secteur primaire, alors qu'un léger repli est prévu dans le secondaire et le tertiaire par rapport à 2016, respectivement de 1,8 % et de 1,2 %⁸.

3.2 Politique budgétaire

En 2016, les recettes budgétaires sont descendues à 18,7 % du PIB, tandis que les dépenses publiques ont augmenté, passant à 23,7 % du PIB⁹. La contraction des recettes budgétaires est imputable à la baisse de 29,9 % des recettes pétrolières et de 5,0 % des recettes non pétrolières. L'accroissement des dépenses budgétaires s'explique principalement par la hausse des dépenses de personnel associée notamment à l'augmentation de la solde permanente ainsi que par l'accroissement des dépenses liées aux autres biens et services. En conséquence, le solde budgétaire (base engagements) s'est approfondi, s'établissant à - 5 % du PIB en 2016, contre -1,1 % en 2015. Selon la BEAC, la situation s'améliorerait en 2017, avec un solde se situant à -1,1 % du PIB.

Tableau 1 : Finances publiques (en % du PIB)

	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes totales	30,1	30,2	26,1	21,1	18,7
Recettes pétrolières	17,5	15,5	11,5	7,1	5,1
Recettes non pétrolières	12,2	14,3	14,1	12,8	12
Dépenses totales	27,6	28,4	23,6	22,2	23,7
Dépenses de fonctionnement	15,3	14,6	15,2	15	14,7
Dépenses en capital	11,4	10,6	6,7	5	4,9
Solde budgétaire (base engagements, hors don)	2,5	1,8	2,5	-1,1	-5

Source : DGEFP, 2017c.

5 Direction générale de l'économie et de la politique fiscale, 2017c.

6 DGEFP, 2017a.

7 DGEFP, 2017c.

8 Idem.

9 Idem.

Le budget initial de l'année 2017 a été arrêté à 2 626 milliards de FCFA en ressources et emplois. La composition des ressources est la suivante : 55 % de recettes non pétrolières ; 22,9 % de recettes pétrolières et 22,2 % d'emprunts. Pour ce qui concerne leurs emplois, 53,4 % sont consacrées au fonctionnement; 24,9 % au service de la dette ; 21,4 % aux investissements et le reste aux autres dépenses.

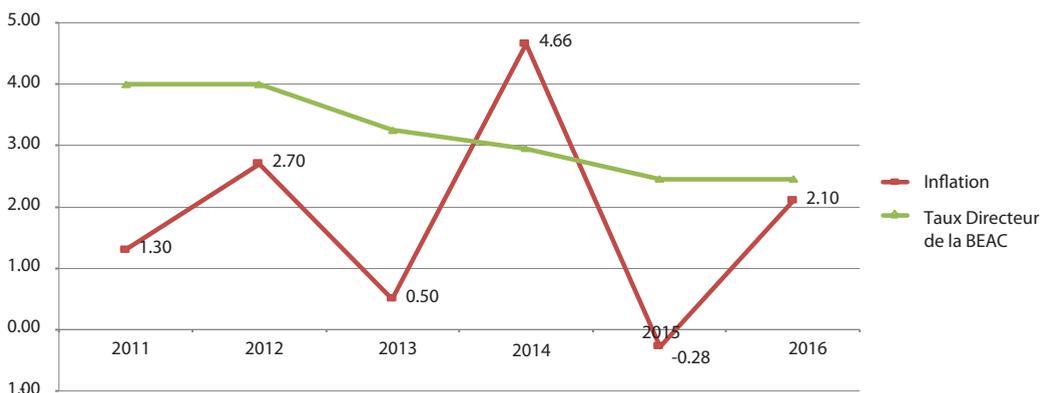
Selon les données de la Direction générale de la dette, le stock de la dette publique a augmenté d'environ 28,6 % pour s'établir à 4 069,9 milliards de FCFA fin 2016 contre 3 165,4 milliards de FCFA l'année précédente. Sa structure n'a pas considérablement évolué, dans la mesure où le portefeuille de la dette publique reste dominé par la dette extérieure qui représente 76,1 % du total de la dette dont 43,6 % provient des marchés financiers en 2016. L'accroissement de l'encours de la dette publique est imputable, essentiellement, à l'encours de la dette intérieure qui a augmenté de 249,2 %. Par conséquent, le taux d'endettement s'est accru de 11,8 points pour s'établir à 49 % du PIB. Bien qu'en deçà du seuil communautaire de 70 % du PIB, il a dépassé le seuil stratégique du Gouvernement, fixé à 35 %.

3.3 Inflation et politique monétaire

Les pressions inflationnistes se sont accrues en 2016 et le taux d'inflation est passé à 2,1 % en moyenne annuelle contre -0,3 % en 2015¹⁰. Cette hausse résulte de la révision annuelle des prix de l'eau et de l'électricité et de la décision prise par le Gouvernement de libéraliser les prix du carburant.

En 2017, l'instauration de nouvelles taxes pourrait susciter de nouvelles tensions inflationnistes. Toutefois, l'affaiblissement de la demande intérieure et la bonne tenue des activités de l'agriculture vivrière pourraient atténuer cette dynamique et le taux d'inflation s'établirait à 2,5 %, se maintenant en dessous de la norme communautaire de 3 %.

Figure 4 : Taux d'inflation (en %)



Source : DGEPF, 2017a ; BEAC, 2017a.

¹⁰ DGEPF, 2017a.

La politique menée dans la zone CEMAC par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), dont le Gabon est membre, consiste à assurer la stabilité monétaire. Son objectif est d'avoir un taux de couverture extérieure de la monnaie d'au moins 20 % et une faible progression du niveau général des prix, plafonnée à 3 % selon les critères de convergence. Le Comité de politique monétaire de la BEAC, après examen des différents facteurs influençant la stabilité monétaire et financière dans la CEMAC, a décidé le 22 mars 2017 de relever le Taux d'intérêt des appels d'offres de 50 points de base pour le porter à 2,95 %¹¹. En outre, réuni en session ordinaire le 11 juillet 2017, il a décidé de réduire de 10 % à 7 % le taux de pénalité appliqué aux banques et aux Trésors publics¹².

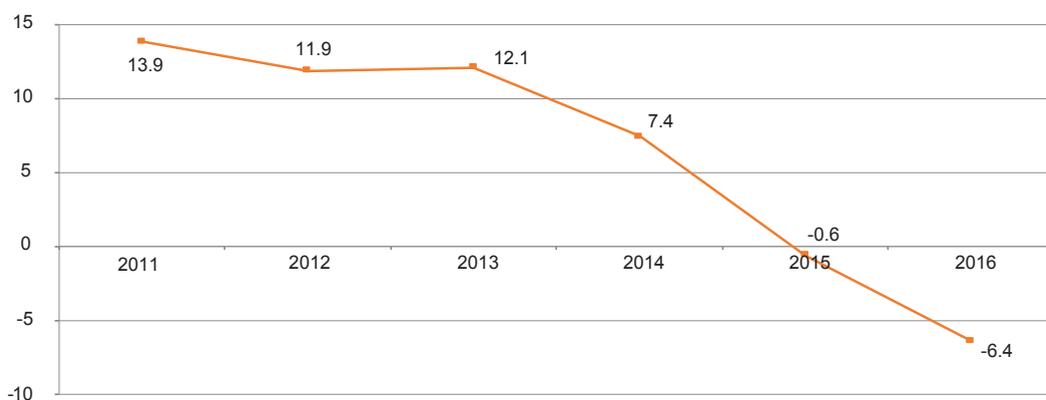
3.4 Compte courant

Les paiements courants se sont soldés par un déficit de 6,4 % du PIB en 2016, en aggravation par rapport à 2015 où il s'était établi à 0,6 %.

Ce résultat trouve essentiellement son origine dans la dégradation de la balance commerciale dont l'excédent a baissé de 7,2 % par rapport à 2015, suite au recul de 2,9 % des exportations en valeur¹³. Les importations, quant à elles, ont diminué de 6,5 % en 2016, du fait de la baisse des approvisionnements en nouveaux outils et équipements, essentiellement dans les secteurs pétrolier et minier. Le taux de couverture des importations par rapport aux exportations a poursuivi sa tendance baissière. Il s'est situé à 163,2 % en 2016 contre 164,5 % en 2015¹⁴.

Les paiements des services se sont soldés par un déficit de 718,2 milliards de FCFA en 2016, en amélioration par rapport au niveau de 874,6 milliards de FCFA enregistré en 2015. Cette

Figure 5 : Solde du compte courant (2011-2016, en % du PIB)



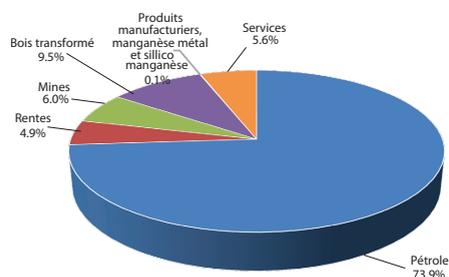
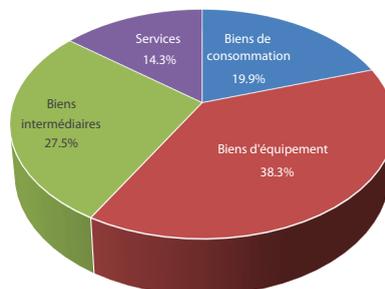
Source : BEAC, 2017a.

11 BEAC, 2017c.

12 BEAC, 2017b

13 DGEPEF, 2017a.

14 Idem.

Figure 6 : Structure du commerce extérieur (2016)**Répartition des exportations par produit
(en % du total des exportations)****Répartition des importations par produit
(en % du total des importations)**

Source : DGEPE, 2017a.

évolution s'explique par la hausse des entrées de devises dans la quasi-totalité des services excepté les « autres assurances ». La balance des revenus a dégagé un déficit de 612,5 milliards de FCFA en 2016 contre 712,4 milliards de FCFA en 2015, en diminution de 12,9 %. Par ailleurs, le solde déficitaire des transferts s'est légèrement creusé passant de -143,1 milliards de FCFA à -147 milliards de FCFA en 2016. Il est prévu que le déficit du compte courant se réduise en 2017 pour s'établir à 3,3 % du PIB en relation avec une amélioration de la balance commerciale liée à l'accélération des exportations.

Le retard accusé par le Gabon dans la transformation structurelle de son économie est clairement perceptible à l'examen de la structure de son commerce extérieur pour l'année 2016. En effet, le poids des ressources naturelles, en particulier le pétrole brut, dans les exportations totales est toujours aussi important (84,8 %). La part des produits manufacturiers estimée à 9,1 % en 2016 est en hausse continue depuis 2010, grâce au raffermissement des exportations de bois transformés et, dans une moindre mesure, à la hausse des exportations de manganèse métal et de silico-manganèse. S'agissant des importations, la prédominance des biens de consommation, des biens d'équipement et des biens intermédiaires souligne que la quasi-totalité des produits importés provient du secteur de l'industrie manufacturière.

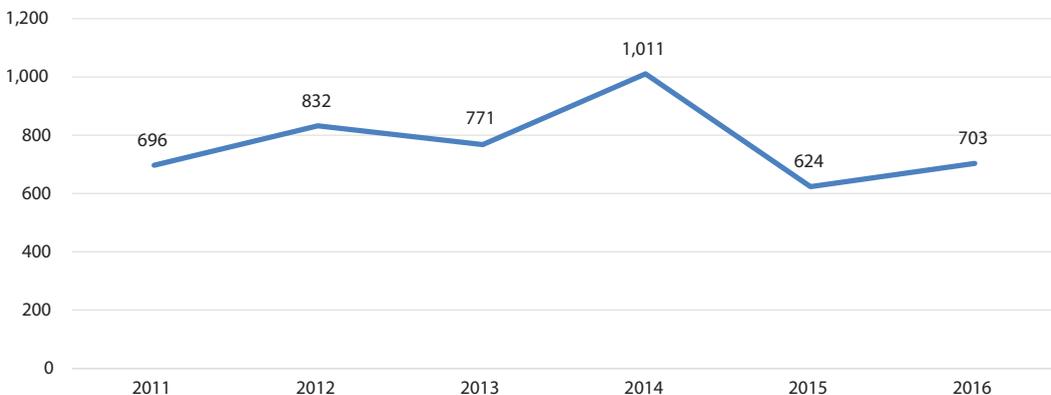
Selon les services des douanes gabonaises, les trois principales zones de destination des exportations en 2015 ont été l'Asie (33 %), l'Europe (37 %) et l'Amérique (18 %), tandis que le reste de l'Afrique n'a représenté que 2 %.

3.5 Compte de capital, investissement direct étranger et flux d'aide au développement

Le solde de la balance des capitaux s'est amélioré, en passant d'un solde négatif de -89,2 milliards FCFA en 2015 à 145,1 milliards de FCFA en 2016 grâce à la diminution des sorties de capitaux au titre des autres investissements du secteur privé. Selon des données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED, 2017), les flux d'investissements directs étrangers (IDE) au Gabon sont passés de 624 à 703 millions de dollars entre 2015 et 2016, soit une hausse de 12,7 %.

Cet accroissement s'explique par les nouveaux investissements étrangers, réalisés notamment, dans l'agriculture, les BTP, les industries du bois et l'industrie métallurgique. Afin d'impulser davantage la transformation structurelle de l'économie gabonaise, cette dynamique d'IDE hors du secteur des hydrocarbures est à poursuivre, notamment dans l'industrie manufacturière. Pour y arriver, les autorités devraient s'atteler à renforcer l'attractivité du Gabon aux yeux des investisseurs privés locaux et étrangers souhaitant opérer dans la transformation poussée des produits de base. L'agro-industrie est un secteur où il faudra en particulier faire des efforts, si le Gouvernement entend réaliser d'ici à 2023 son objectif visant à réduire les importations agricoles et alimentaires d'au moins 73 %, pour qu'elles ne représentent plus que 110 milliards FCFA contre près de 400 milliards en 2017.

Figure 7 : Apports nets d'investissements directs étrangers (en millions de USD)



Source : CNUCED, 2017.

Développement social

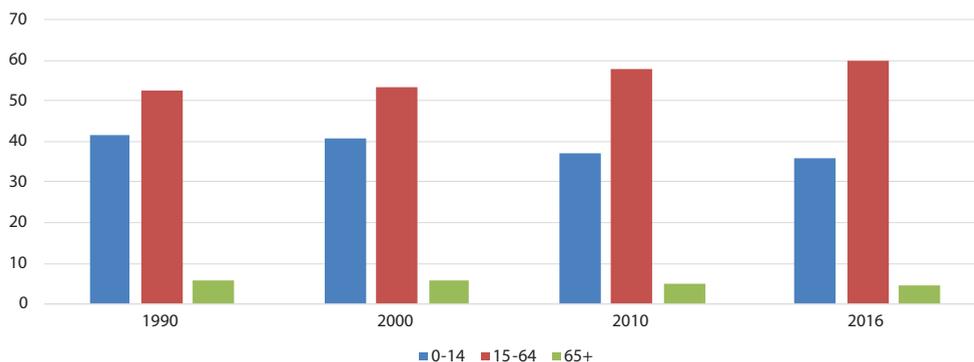
4.1 Dynamique démographique

Selon les données de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2017b), la population gabonaise est estimée à 1 979 786 habitants en 2016. Son rythme d'accroissement est soutenu, son effectif ayant plus que doublé entre 1990 et 2016. Les résultats du dernier recensement général de la population et des logements du Gabon indiquaient 1 811 079 habitants en 2013, dont 51,39 % d'hommes et 48,61 % de femmes.

Selon l'UNICEF (2017), la population gabonaise est pour l'essentiel jeune : environ quatre personnes sur dix (43 %) ont moins de 18 ans, tandis que les enfants de moins de cinq ans représentent 14 % de la population totale. Les moins de 15 ans y représentent désormais 35,9 % de la population totale, contre 59,7 % pour les 15 à 64 ans et 4,5 % pour les 65 ans et plus (Banque mondiale, 2017b). En outre, entre 1990 à 2016, la population active a augmenté de 80 %. Le recul du taux de dépendance démographique de 90,7 % en 1990 à 67,6 % en 2016 indique que les conditions permettant de bénéficier d'un dividende démographique semblent être réunies au Gabon.

Avec 6,8 habitants au km², la densité démographique est faible. Le taux d'urbanisation estimé à 87,4 % en 2016, contre 16 % en 1960, figure parmi les plus élevés du continent

Figure 8 : Répartition de la population par tranche d'âge (en %)



Source : Banque Mondiale, 2017b.

africain. Près de la moitié de la population vit dans la province de l'Estuaire. Les densités sont particulièrement élevées à Libreville, la capitale administrative, et Port- Gentil, la capitale économique, où elles dépassent respectivement 3 700 et 2 480 habitants au km². L'accroissement de la population urbaine estimé à 2,8 % en 2016 est bien plus rapide que celui de la population rurale qui est de 0,9 %.

4.2 Pauvreté et emploi

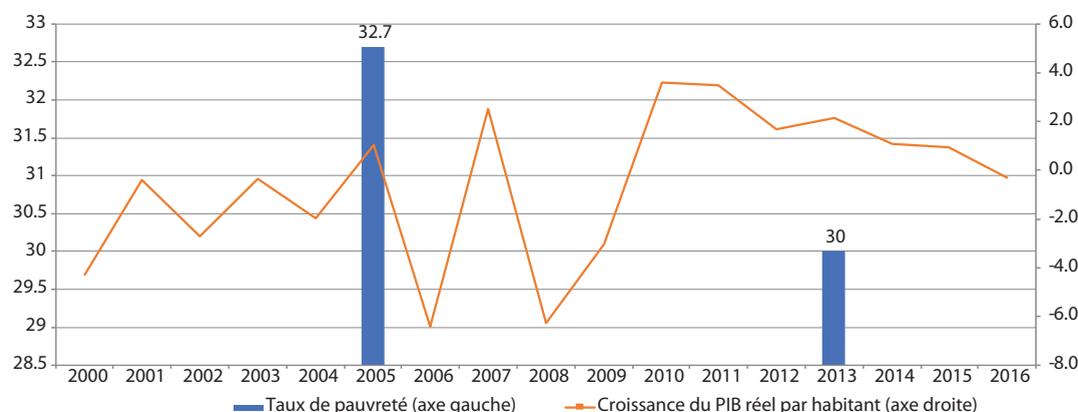
La situation en matière de lutte contre la pauvreté et de création d'emplois ne s'est pas améliorée de manière suffisante, malgré les bonnes performances économiques enregistrées par le Gabon avant la crise intervenue dès 2014.

Pauvreté

Le Gabon a atteint l'objectif du Millénaire pour le Développement visant à éliminer l'extrême pauvreté et la faim. Une étude réalisée en 2013 par le cabinet McKinsey a toutefois révélé que près de 30 % des Gabonais étaient vulnérables¹⁵.

Cette étude a montré une détérioration de la situation sociale dans 60 % des provinces, surtout en matière d'accès aux services de santé, à l'eau potable et à l'électricité. Si plus de 93 % des ménages ont accès à une source d'eau améliorée, seuls 42 % ont accès à un assainissement amélioré. La couverture en termes d'installations d'approvisionnement en

Figure 9 : Taux de pauvreté et taux de croissance du PIB réel par habitant



Source : Direction générale de la statistique du Gabon, 2015b ; McKinsey, 2013 ; Banque Mondiale, 2017b.

15 McKinsey, 2013.

eau et d'assainissement reste insuffisante et inappropriée. Selon l'enquête « Évaluation de la disponibilité et de l'état de préparation des services », seuls 54 % des centres de santé sont dotés d'une source d'eau améliorée et seuls 71 % disposent d'installations d'assainissement¹⁶.

Emploi

La population en âge de travailler (âgée de 16 à 65 ans) est estimée par la Banque mondiale (2017b) à 1 181 086 habitants à 2016, soit 59,7 % de la population totale, contre 1 031 521 personnes identifiées lors du dernier recensement général de la population et des logements réalisé en 2013. L'emploi salarié absorbe plus de la moitié des travailleurs suivi par le travail indépendant. Entre 2009 et 2014, l'emploi a progressé de 47,5 % d'une année à l'autre¹⁷. Dans la fonction publique, le nombre de fonctionnaires s'est accru de 49,6 % tandis que les effectifs des sociétés ont progressé de 44,6 % sur la même période. Cependant, le ralentissement de l'activité économique observé depuis 2015 a eu un impact négatif sur le marché de l'emploi, essentiellement dans le secteur privé où les effectifs ont baissé de 2,6 % en 2015. Les secteurs les plus affectés sont le pétrole, la construction, les transports et télécommunication et les autres industries, tandis que des créations nettes d'emplois ont été enregistrées dans les secteurs du bois et de l'agriculture. En 2015, le nombre d'employés du secteur public a quasiment stagné.

Chômage

Les données de la Banque mondiale (2017b) indiquent que le taux de chômage est élevé au Gabon, dans la mesure où il se situe à 18,5 % en 2016. Avec 21,6 %, les femmes sont davantage affectées que les hommes, chez lesquels le taux estimé est de 16,4 %. Le taux de chômage des jeunes (16 à 24 ans), évalué à 39,7 %, est largement au-dessus de la moyenne nationale. Il existe des disparités au niveau infranational. Selon l'UNICEF (2017), le chômage constitue, avec le coût élevé de la vie, un facteur d'inégalité et de privations au Gabon.

La création d'emplois décents et suffisants exigera des pouvoirs publics de s'attaquer aux principaux facteurs qui expliquent le niveau élevé de chômage, à savoir : la forte dépendance de l'économie vis-à-vis du secteur extractif, qui se trouve être à faible intensité de main-d'œuvre, mais aussi l'inadéquation entre l'offre de qualifications et les besoins du secteur productif.

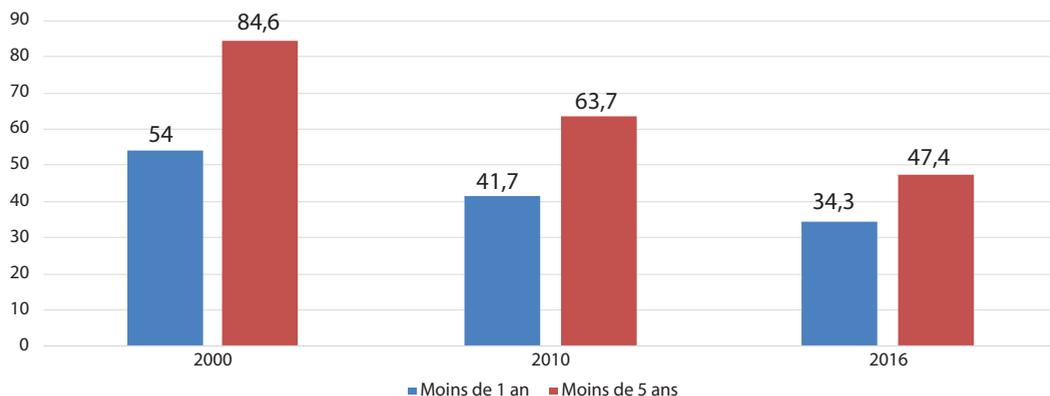
4.3 Santé

L'espérance de vie à la naissance au Gabon était estimée par la Banque mondiale à 65,7 ans en 2015, contre 62,9 ans en 2010¹⁸. Elle est plus élevée chez les femmes (67,3 ans) que chez les hommes (64,2 ans).

¹⁶ UNICEF, 2017.

¹⁷ République Gabonaise, 2017.

¹⁸ Banque mondiale, 2017b.

Figure 10 : Taux de mortalité infantile et post-infantile (pour 1 000 naissances vivantes)

Source : Banque Mondiale, 2017b.

Des progrès notables ont été réalisés au cours des dernières années en ce qui concerne la réduction de la mortalité des enfants. Ainsi, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, pour 1 000 naissances vivantes, est passé de 84,6 en 2000 à 47,4 en 2016 et celui de la mortalité infantile de 54 pour 1 000 naissances vivantes en 2000 à 34,3 en 2016, selon la Banque mondiale (2017b). La mortalité néonatale représente 46 % de la mortalité des enfants de moins de cinq ans. Le paludisme et la diarrhée représentent les premières causes de morbidité et de mortalité des enfants de moins de cinq ans.

Le Gabon a également fourni des efforts insuffisants en ce qui concerne la lutte contre la mortalité maternelle. Le taux de mortalité maternelle est en effet passé de 422 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1990 à 291 en 2015 selon la Banque mondiale (2017b), loin toutefois des objectifs du PNDS 2011-2015 qui visait une mortalité maternelle de 129 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2015. Les complications qui surviennent pendant ou après la grossesse ou l'accouchement sont la principale cause de la plupart des cas de décès chez les femmes. L'enquête démographique et de santé du Gabon avait révélé en 2012 que 10 % des naissances se déroulaient hors d'un établissement sanitaire et que la proportion des femmes qui n'étaient pas assistées par du personnel qualifié lors de l'accouchement était du même ordre.

Le taux de prévalence du VIH/Sida chez les 15 à 49 ans a baissé de 5,9 % en 2000 à 3,6 % en 2016¹⁹. En 2016, 63 % des personnes vivant avec le VIH/ Sida avaient accès aux antirétroviraux, contre 22 % en 2010²⁰. Cette maladie demeure une priorité du Gouvernement et bénéficie de l'engagement des plus hautes autorités.

19 Banque mondiale, 2017b.

20 Idem.

L'UNICEF (2017) estime qu'au cours des huit dernières années, le Gouvernement du Gabon a réussi, au prix d'un effort soutenu, à élargir les services d'assurance maladie et de protection sociale. Plus de la moitié de la population est maintenant couverte, y compris les personnes dont les revenus sont faibles. Toutefois, le système de protection sociale est encore perturbé par quelques goulots d'étranglement dont : i) l'absence de données statistiques actualisées et la faiblesse du système de suivi en général ; ii) l'inefficacité du ciblage des bénéficiaires ; iii) la mauvaise coordination entre les intervenants ; iv) l'insuffisance du financement.

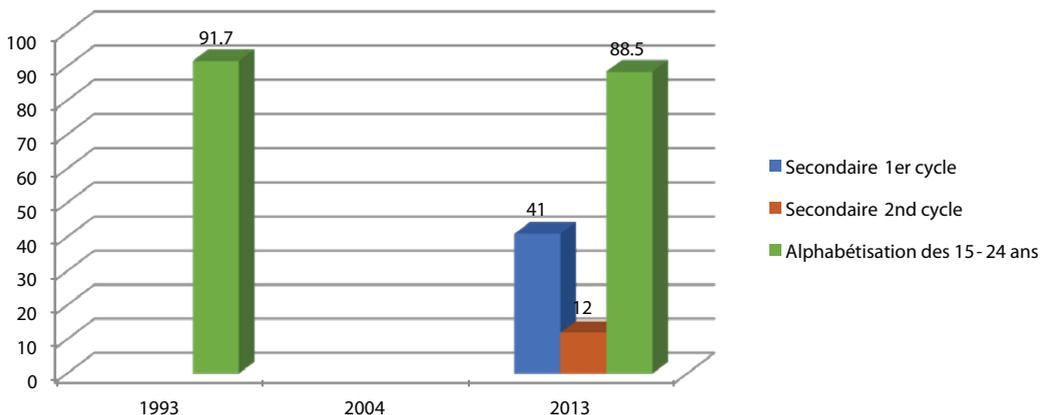
4.4 Éducation

Le taux d'alphabétisation des populations de 15 à 24 ans était estimé à 85,4 % en 2013 contre 91,7 % en 1993, le taux étant relativement plus élevé chez les femmes (85,8 %) que chez les hommes (85 %).

Le pays a accompli des progrès considérables en matière d'accès à l'éducation dans l'enseignement général de base. Selon l'UNICEF (2017), la participation scolaire est élevée au primaire, avec un taux brut de scolarisation de 140 % pour les filles et 144 % pour les garçons.

L'importance des redoublements, dont le taux au primaire compte parmi les plus élevés au monde (36 %), et le décrochage scolaire qui en résulte expliquent la faiblesse de la scolarisation dans le secondaire. Le taux net de scolarisation au premier cycle du secondaire est de 41 %. Les filles sont avantagées par rapport aux garçons (41 % contre 44 %) et le milieu urbain largement avantagé par rapport au milieu rural (11 % contre 45 %). Des variations importantes existent entre provinces. Le taux net de scolarisation au second cycle du secondaire est de 12 % et varie sensiblement selon le milieu de résidence (milieu rural : 2 % ; milieu urbain : 13 %) et la province (de 3 % à 17 %).

Figure 11 : Taux d'alphabétisation des adultes et taux net de scolarisation au secondaire (en %)



Source : Direction générale de la statistique du Gabon, 1993 et 2013.

Une étude de la Banque mondiale montre que parmi les individus ayant un degré d'instruction du niveau des études secondaires, les diplômés des filières techniques sont moins touchés par le chômage (10 %) que ceux ayant reçu une formation générale (20 %)²¹. Un meilleur accès des jeunes à la formation professionnelle et technique augmenterait donc les possibilités d'accès au marché du travail, principalement dans le secteur productif.

4.5 Évaluation de l'égalité de genre au Gabon

Encadré 2 : Égalité de genre et autonomisation des femmes – Gabon

L'état de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes est mesuré en fonction de domaines clés indiqués dans le diagramme circulaire ci-dessous. Ces domaines sont déterminants pour l'amélioration des conditions de vie des femmes ainsi que pour leur contribution à une croissance durable et inclusive en Afrique. Afin d'évaluer l'ampleur des inégalités entre les sexes et de mesurer le niveau de parité et d'autonomisation des femmes en Afrique, la Commission économique pour l'Afrique a développé un outil de suivi, l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA). L'IDISA permet aux décideurs politiques d'évaluer leur propre performance dans la mise en œuvre des politiques et des programmes visant à mettre fin à la marginalisation des femmes. Le calcul de la notation est effectué à partir de l'Indice sur la Condition de la Femme (ICF), l'un des composants de l'IDISA. Pour chaque indicateur clé, la note calculée est une moyenne arithmétique non-pondérée: le rapport hommes/femmes des valeurs de l'indicateur est multiplié par 10 et le résultat est arrondi au nombre entier le plus proche. Une note de zéro représente le plus haut niveau d'inégalité, une note de 5, un niveau de parité moyen, et une note de 10, une parité parfaite. Les niveaux de parité supérieurs à 10 représentent des situations où les femmes ont dépassé les hommes, indépendamment du niveau de développement du domaine concerné.

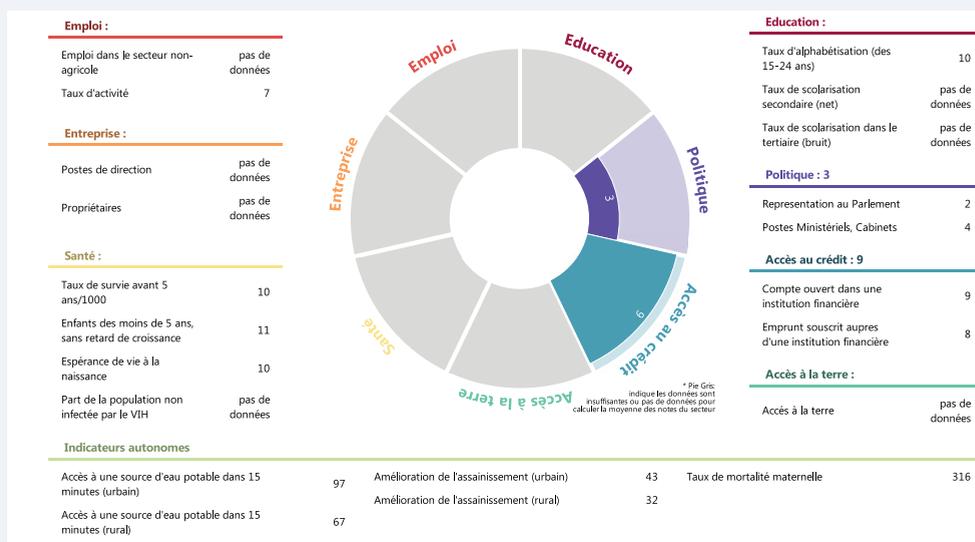
La plupart des chiffres permettant de calculer les notes proviennent des plus récentes données nationales disponibles, principalement l'Enquête démographique et de santé 2012. Toutefois, pour certains indicateurs, les pays ne disposent pas de données ventilées. Les données utilisées sont alors internationales, et proviennent des bases de données du BIT, de l'UNESCO, du Global Findex de la Banque mondiale, de l'UNICEF et du rapport 2015 de l'OMS sur « les progrès de l'assainissement et de l'eau potable », ainsi que de l'Observatoire africain de la santé de l'OMS et de l'Union interparlementaire.

²¹ Banque mondiale, 2013.

Situation de l'égalité du genre

Au Gabon, l'égalité des sexes est observée pour les indicateurs suivants : le taux de survie des enfants de moins de cinq ans ; l'espérance de vie à la naissance ; et l'alphabétisation des jeunes. Les femmes ont un léger avantage par rapport aux hommes concernant les enfants de moins de 5 ans qui ne sont pas malnutris. Il y a une disparité significative entre les sexes en faveur des hommes en matière de représentation politique, avec 20 femmes détenant un siège au Parlement, contre 97 hommes et 10 femmes ministres sur un total de 37 ministres. Les données du Global Findex de la Banque mondiale indiquent une légère disparité entre les sexes au détriment des femmes dans l'accès au crédit, tandis que le score de parité pour la participation au marché du travail est de 7.

Selon l'Enquête démographique et de santé 2012, le taux de mortalité maternelle est de 316 pour 100 000 naissances vivantes. L'accès à une source d'eau potable est estimé à 97% et à 67% pour les zones urbaines et rurales, respectivement. L'accès à un assainissement amélioré est de 43% pour les zones urbaines et de 32% pour les zones rurales.



Source : Commission de l'Union africaine et CEA, 2015.

5

Mieux valoriser l'huile de palme pour accélérer la transformation économique au Gabon

Introduction

L'examen de la structure de production et du commerce extérieur du Gabon a fait apparaître que des opportunités de transformation structurelle de l'économie existent. Les efforts qu'elles ont engagés ces derniers temps semblent indiquer que les autorités sont conscientes des réelles possibilités offertes, entre autres, par l'industrialisation fondée sur les produits de base. En effet, de nouvelles branches d'activité ont fait leur apparition ou ont vu leur importance augmenter dans le secteur de l'industrie manufacturière au cours de la dernière décennie : i) l'industrie du bois, après l'application, dès 2010, de la mesure visant l'interdiction des exportations de grumes et la mise en service de la Zone économique à régime privilégié de Nkok en 2011 ; ii) les filières du silico-manganèse et du manganèse métal, grâce à la création du Complexe métallurgique de Moanda en 2014; et iii) la filière huile de palme, avec la mise en service des usines d'Awala et de Mouila respectivement en septembre 2015 et avril 2017.

Le cas de l'huile de palme mérite une attention particulière, compte tenu des retombées importantes qu'elle peut générer pour l'ensemble de l'économie du pays et de son potentiel en termes d'amélioration de l'économie locale et de réduction de la pauvreté. La Malaisie par exemple, grâce à une politique industrielle centrée sur le développement de l'industrie de transformation de cette matière première, a réussi à en faire une filière porteuse et génératrice de recettes fiscales et de devises étrangères substantielles permettant à ce pays de se diversifier dans des industries comme l'électronique (CEA, 2016).

La question fondamentale qui se pose pour le Gabon est de savoir dans quelles conditions le développement de la filière huile de palme peut accompagner la transformation structurelle de l'économie. L'idée ici est de réfléchir à la stratégie appropriée pour tirer le maximum de valeur ajoutée du secteur de l'huile de palme et insérer au mieux le Gabon dans la chaîne de valeur internationale de ce produit.

Il s'agit, dans un premier temps, de présenter l'état actuel de développement de cette industrie au Gabon (5.1). Puis, dans un deuxième temps, les éléments de la nouvelle

stratégie nationale de développement de l'industrie de l'huile de palme seront examinés (5.2). Enfin, les principaux défis à relever pour tirer le plus grand profit de la filière huile de palme au Gabon seront mis en exergue (5.3).

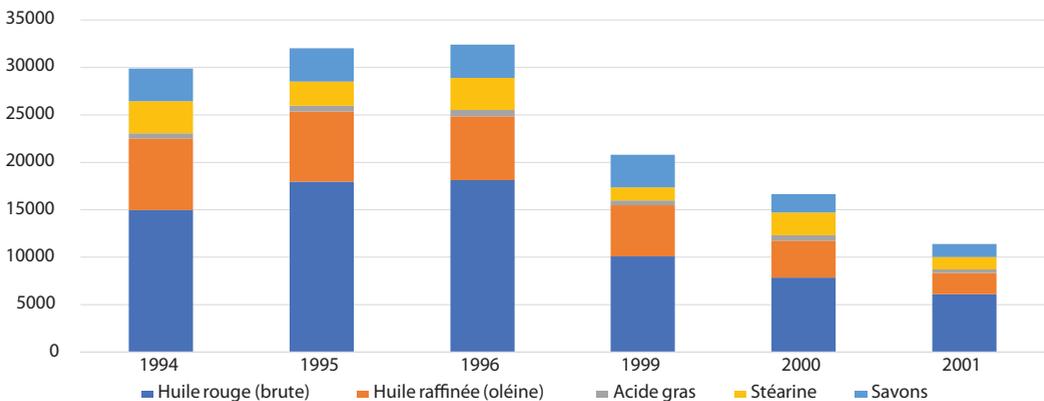
5.1 Évolution de la production de l'huile de palme au Gabon

Il existe de nombreuses possibilités de valorisation de l'huile de palme. Selon Mirova (2017), deux grands types de produits sont issus du palmier à huile, ceux-ci étant ensuite retransformés en une multitude de dérivés. Il s'agit, d'une part, de l'huile de palme issue de la pulpe du fruit du palmier à huile et, d'autre part, de l'huile de palmiste, issue du noyau du fruit.

Le principal débouché est l'industrie agroalimentaire qui consomme près de 80 % de l'huile de palme produite dans le monde²², suivie des industries pharmaco-chimique et cosmétique (19 %), et les agro-carburants (1 %)²³.

Le Gabon n'a jamais vraiment exploité tout le potentiel offert par l'huile de palme en termes non seulement de volumes de production mais aussi de produits dérivés. En effet, jusqu'à présent, le pays exploite le palmier à huile de façon marginale et essentiellement dans le cadre de l'extraction de l'huile de palme brute, la production d'huile de palmistes (stéarine), le raffinage de l'huile (oléine, acides gras) et la fabrication de savon de ménage.

Figure 12 : Production par Agrogabon (tonnes)

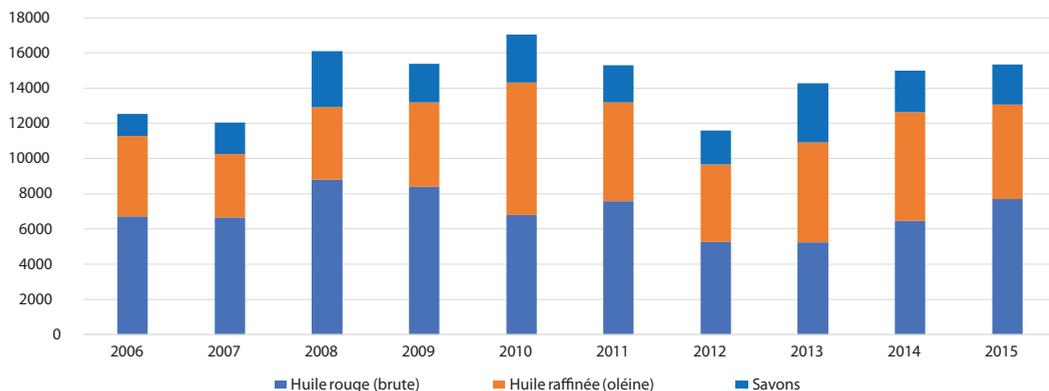


Source : DGEPE, 1995, 1996, 2001, 2004.

²² Battaglia, 2010.

²³ La FAO souligne que de la valeur ajoutée peut également être tirée à partir des troncs et des déchets générés lors du traitement des fruits pour obtenir de l'huile de palme et de l'huile de palmiste. Le tronc peut en effet être utilisé comme combustible ou transformé en contreplaqué, tandis que les branches et les feuilles de palmier peuvent être utilisées comme fibres pour la vannerie et pour fabriquer des balais. Les rafles peuvent quant à elles être utilisées non seulement comme combustible, mais aussi dans des panneaux de particules et comme engrais dans les plantations. Les boues sont utilisées pour fabriquer des savons traditionnels et de l'engrais, et le tourteau de palmiste est beaucoup utilisé comme ingrédient dans l'industrie des aliments pour animaux, et comme engrais.

Figure 13 : Production par SIAT (tonnes)

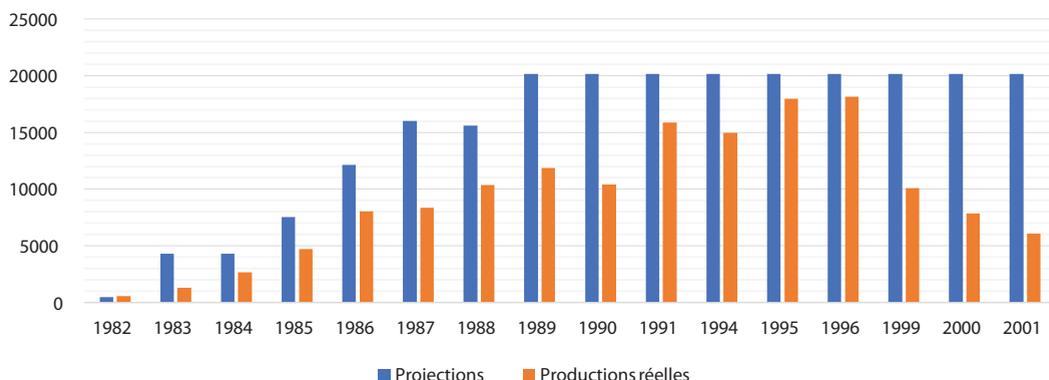


Source : DGEPE, 2007, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016.

Comme indiqué dans les figures ci-dessus qui retracent l'évolution de la production par les principales industries de l'huile de palme et de ses dérivés, l'huile brute ou huile rouge est le principal produit du secteur au Gabon, devant l'huile raffinée et les savons.

L'examen de la situation depuis 1994 laisse apparaître que les quantités d'huile brute n'ont pas connu de progression majeure et ont même reculé à certaines périodes. La production de la société Agrogabon²⁴ est ainsi passée de 600 tonnes en 1982 à 18 124 tonnes en 1996,

Figure 14 : Production d'huile brute (tonnes)



Source : DGEPE, 1985, 1987, 1989, 1991, 1992, 1995, 1996, 2001, 2004.

24 La société de développement de l'agriculture au Gabon (Agrogabon-Palmier) a été créée en 1976 par l'État gabonais pour secourir la production d'huile de palme et générer des recettes d'exportation. Agrogabon a été privatisée en 2003 et est passée aux mains de la Société belge d'investissement pour l'agriculture tropicale (SIAT Gabon) (World Rainforest Movement, 2010).

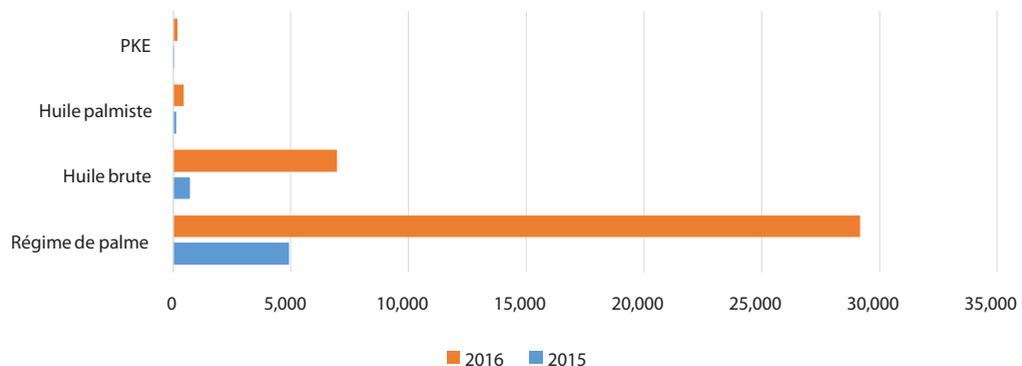
avant de chuter à 6 102 tonnes en 2002. Entre 2006 et 2015, celle de la SIAT²⁵ s'est située en moyenne à 6 959 tonnes, sans jamais dépasser le niveau de 8 813 tonnes enregistré en 2008. Même si on ajoute aux 7 702 tonnes d'huile de palme brute produites par SIAT en 2015 les 6 972 tonnes produites par l'usine d'Awala, le Gabon reste bien en deçà des 20 130 tonnes fixées par ses autorités au début des années 1980 comme objectif à atteindre dès 1989.

Avec de tels niveaux de production, le Gabon ne fait pas partie des grands producteurs d'huile de palme en Afrique, à la différence du Nigeria et du Ghana qui ont enregistré respectivement une production de 970 000 et 520 000 tonnes en 2016, selon les données de la Palm Oil Analytics (2017).

S'agissant de l'huile raffinée, la production d'Agrogabon a marqué un net recul, dégringolant de 8 010 tonnes en 1993 à 2 230 tonnes en 2001. Celle de SIAT est, pour sa part, passée de 4 581 tonnes en 2006 à 7 512 tonnes en 2010, avant de redescendre à 5 362 tonnes en 2015. Enfin, en ce qui concerne les savons, la production d'Agrogabon est tombée de 3 185 tonnes en 1993 à 1 362 tonnes en 2001, tandis que celle de SIAT s'est hissée de 1 246 tonnes en 2006 à 2 273 tonnes en 2015.

Parmi les facteurs explicatifs de la faiblesse relative des volumes d'huile de palme et de dérivés produits ainsi que des contre-performances souvent enregistrées figurent la forte augmentation de la demande d'huiles importées vendues meilleur marché ainsi que le bas

Figure 15 : Production par Olam (tonnes)



Source : DGEFP, 2016, 2017a.

²⁵ Siat Gabon, Société d'Investissement pour l'Agriculture Tropicale, est une société anonyme, au capital social de 54.000.000.000 F CFA détenu à 99,9 % par le groupe belge Siat. Elle a été créée le 5 avril 2004, au terme du processus de privatisation des entités parapubliques Agrogabon, Hévégab et le ranch 'Nyanga'. En juillet 2016, la branche palmier à huile de la filiale gabonaise du groupe (plus de 5000 ha) a été cédée au singapourien Olam pour 24,6 millions de dollars (23 millions d'euros). Siat Gabon se consacre désormais à deux activités, à savoir l'hévéaculture et la transformation du latex obtenu de celle-ci en caoutchouc granulé, et l'élevage axé sur la production et la commercialisation de viande bovine destinée au marché national (SIAT, 2017).

niveau de production des régimes de palme, en lien notamment avec le vieillissement des plantations et le mauvais état des voies d'accès aux plantations.

À l'usine Olam²⁶ d'Awala, la production d'huile de palme brute s'est élevée à 6 972 tonnes en 2016 contre 713 tonnes en 2015 et celle d'huile d'amande à 435 tonnes contre 129 tonnes sur la même période. Au premier semestre 2017, selon les statistiques de la Direction générale de l'économie, suite à la mise en exploitation des plantations d'Awala et Mouila, la production d'huile de palme brute s'est établie à 8 866 tonnes à fin juin 2017.

5.2 Les éléments de la nouvelle stratégie nationale de développement de l'huile de palme

Le Gabon ambitionne de combler le retard enregistré jusqu'à présent et de devenir le principal producteur d'huile de palme rouge en Afrique. Pour relever ce défi, les autorités nationales semblent avoir opté pour une stratégie similaire, sur certains aspects, à celle de la Malaisie et de l'Indonésie. Dans ces deux pays, la production d'huile de palme, essentiellement orientée vers l'exportation, s'est développée grâce à une augmentation plus ou moins régulière des surfaces plantées. Le Gabon a en effet pris depuis quelques années un certain nombre de mesures allant dans le sens de l'élargissement des surfaces de plantation des palmiers à huile et la construction de grandes usines de traitement, en partenariat avec des investisseurs étrangers.

C'est ainsi que depuis 2010, de grands groupes internationaux tels que SIAT et Olam ont signé des accords avec le Gouvernement pour des investissements cumulés de plus de 380 milliards FCFA destinés à développer la culture de l'huile de palme dans le pays²⁷. L'investissement majeur est venu d'Olam, pour une coentreprise avec le Gouvernement²⁸. Le Gabon s'est engagé dans un partenariat stratégique avec cette multinationale afin de développer des plantations industrielles de palmiers à huile à forte valeur ajoutée. De plus, Olam participe au programme GRAINE (Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés) de l'État gabonais dans le cadre de la Société de transformation agricole et développement rural (Sotrader), détenue à 51% par l'État et à 49% par Olam. L'État fournit des terres et des financements, et Olam, appuyé par le groupe malaisien Felda, apporte son expertise dans le domaine des plantations de palmiers.

²⁶ Le Groupe Olam est une société basée à Singapour et cotée à la Bourse de Singapour qui produit, approvisionne, transforme et commercialise des produits agricoles. Olam a commencé ses opérations au Gabon en 1999 et développe actuellement sept projets industriels et agro-industriels dans un certain nombre de joint-ventures avec la République Gabonaise. Ses domaines d'activité au Gabon comprennent l'huile de palme, le caoutchouc, les engrais, les zones économiques spéciales et la logistique portuaire dans le cadre de la Gabon Special Economic Zone (GSEZ) - une zone économique spéciale multiproduits de 1 126 ha (Olam, 2017).

²⁷ Olam, 2010.

²⁸ Gaboneco, 2016.

Au-delà de ces partenariats, le Gabon a signé le 23 mars 2016 un mémorandum d'entente en vue d'établir un cadre de coopération et de partenariat avec la SARL 3F OIL PALM AGROTECH PRIVATE LIMITED qui a exprimé la volonté d'investir dans un projet intégré de développement de l'huile de palme au Gabon. L'idée est de permettre à la société 3FOP de commercialiser l'huile de palme brute/raffinée et ses dérivés au Gabon et sur le marché international à des prix compétitifs²⁹.

Conscient que le développement de la filière de l'huile de palme exige un élargissement des surfaces de production de palmiers à huile, le Gouvernement envisage d'exploiter au minimum une superficie de 120 000 ha en vue de produire 489 600 tonnes d'huile de palme, soit un rendement moyen de 4t/ha³⁰. Dans la région de Mouila, Olam dispose d'une concession de 100 000 ha répartie en trois lots, avec 43 000 hectares déjà plantés, tandis que la filiale gabonaise de la SIAT comptabilise 6 500 hectares de plantations. Olam dispose également d'une concession de 20 030 ha à Awala sur laquelle 6 502 ha de palmiers à huile ont été plantés. Dans ces conditions, sa production de régimes de palme a été de 29 169 tonnes en 2016 contre 4 924 tonnes en 2015.

L'objectif est non seulement d'augmenter le niveau de production d'huile brute, mais aussi d'augmenter la quantité de produits dérivés, notamment l'oléine et la stéarine pour des usages non seulement dans l'agro-alimentaire mais aussi dans le secteur des agro-carburants. C'est ainsi que la société SIAT s'est lancée dans la construction d'une usine de biométhanisation à Makouké en vue de la transformation de déchets organiques en gaz. En outre, depuis la fin du mois de janvier 2016, l'éclairage de la ville de Lambaréné, située dans l'Ouest du Gabon, est assuré par une centrale utilisant la stéarine produite dans l'usine de transformation de la SIAT. Depuis l'injection de la production issue de biocarburants dans le réseau de la compagnie nationale d'électricité, le nombre de foyers ayant accès à l'électricité a augmenté de 20 %, selon cette entreprise agroindustrielle.

Le partenariat avec le secteur privé a commencé à porter des fruits puisque selon le PDG d'Olam Gabon, Gagan Gupta, son entreprise a, en quatre ans, créé 10 922 emplois directs et près de 20 000 emplois indirects, offrant ainsi leur premier emploi stable à 60 % des recrutés. Il est important de préciser que la grande majorité des personnes qui travaillent pour Olam sont des habitants de zones rurales, ce qui a permis de désenclaver certaines régions, de faire émerger des centres d'influence provinciaux et de décentraliser les traditionnels pôles économiques de Libreville et Port-Gentil (Financial Afrik, 2017b).

Selon le FMI, les investissements de grande ampleur dans des cultures de rente comme le palmier à huile, qui devraient s'accélérer sensiblement en 2017 et 2018, pourraient porter la

²⁹ Ministère de l'économie, de la prospective et de la programmation du développement, 2016.

³⁰ Gabonews, 2017.

croissance du PIB réel du Gabon aux alentours de 5 % à moyen terme³¹. La Direction générale de l'économie annonce, à ce propos, l'accroissement à partir de 2017 des activités dans le secteur agricole avec notamment la montée en puissance de la production d'huile de palme³².

5.3 Les défis à relever pour tirer le plus grand profit de la filière huile de palme

Pour parvenir à une insertion réussie dans les chaînes de valeur régionale et internationale de l'huile de palme, le Gabon devra relever les trois principaux défis majeurs suivants : la maîtrise de l'impact environnemental de la culture intensive du palmier à huile ; l'amélioration de la compétitivité de ses produits dans un marché déjà dominé par de grands producteurs comme la Malaisie et la capacité de transformation poussée de l'huile de palme.

La nécessaire maîtrise de l'impact environnemental

Le problème concret de l'impact environnemental de la culture de palmiers à huile est d'autant plus réel que l'Indonésie a perdu 72% de ses forêts tropicales en 50 ans, en grande partie à cause de la déforestation massive qu'a entraînée le développement de la filière. C'est pour éviter cela que le Groupe Olam s'était engagé en juin 2012 à obtenir la certification RSPO (Roundtable On Sustainable Palm Oil)³³. C'est chose faite puisque cette entreprise est devenue en 2016 la première du continent africain à se voir accorder la certification RSPO pour de nouvelles plantations et pour son usine de transformation d'huile de palme. Ainsi, sur la concession de 20 000 ha basée à Awala, 6 700 hectares (ha) sont dédiés à la culture du palmier à huile et le reste est géré pour la conservation de la biodiversité et le carbone forestier ainsi que la protection des captages d'eau, dans le respect des exigences de la RSPO. Il est également prévu que les 43 000 ha plantés à Mouila soient en pleine conformité avec les lignes directrices de la RSPO et que cette zone obtienne la certification à brève échéance³⁴.

Au-delà des efforts consentis pour le développement durable, qui doivent être élargis aux autres zones de production d'huile de palme, une nouvelle étude menée par l'Université Duke aux États-Unis³⁵, souligne que les impacts environnementaux de l'expansion rapide de la culture du palmier à huile au Gabon pourraient être ramenés à un minimum en plaçant des forêts à haute teneur en carbone et d'autres zones à haute valeur de conservation hors limites. Cette étude indique que la conservation de ces zones protégerait plus de 80 % de la superficie du Gabon et plus de 90 % de ses stocks de carbone forestier, tout en laissant entre 1,2 et 1,7 million d'hectares qui pourraient être convertis en plantations de palmiers à huile. Ses auteurs considèrent qu'en adoptant une telle approche durable, le Gabon pourrait réaliser

31 FMI, 2017.

32 DGEPEF, 2017b.

33 Direct Infos, 2017.

34 Financial Afrik, 2017a.

35 Burton et al., 2016.

ses ambitieux objectifs d'expansion agricole tout en limitant les conséquences négatives sur les forêts, la biodiversité et les émissions climatiques.

L'amélioration de la compétitivité

La compétitivité de la filière palmier à huile du Gabon peut s'apprécier par son aptitude à maintenir et à accroître ses parts du marché mondial de ce produit. Des coûts de productions nationaux élevés pourraient affaiblir la capacité d'exportation du secteur et donc favoriser les importations.

Le Gabon doit en particulier mettre un accent particulier sur la conquête du marché sous-régional, notamment celui du Cameroun où la demande en huile de palme est élevée. Compte tenu de sa proximité géographique avec ce pays, le Gabon pourrait fournir l'huile de palme aux industriels camerounais à un prix plus compétitif que celui des importations malaisiennes. Le Cameroun peut en effet constituer un important client du Gabon en raison d'un déficit structurel entre l'offre et la demande d'huile de palme se situant en moyenne, selon les estimations, entre 20 000 et 70 000 tonnes par an. C'est ainsi qu'en 2016, le Gouvernement camerounais a accordé aux raffineurs d'oléagineux des autorisations d'importations préférentielles pour près de 60 000 tonnes, afin d'assurer la disponibilité de matière première pour la fabrication de produits dérivés tels que les huiles végétales raffinées et le savon³⁶. Cet avantage en matière de coût pourrait donc faire du Gabon un important fournisseur des raffineurs camerounais en huile de palme³⁷. Les marchés des autres pays de la CEEAC offrent également des perspectives intéressantes, au regard des besoins importants de consommation, locale qui ont été à l'origine de plus de 500 000 tonnes d'importations d'huile de palme en 2016³⁸.

Mais pour produire à des prix compétitifs et ainsi stimuler les exportations au-delà des frontières de la sous-région, notamment vers les pays déficitaires comme l'Éthiopie, l'Afrique du Sud et la Tanzanie³⁹, le Gabon devra lever l'obstacle des infrastructures de transports inadéquates qui sont un véritable frein au développement des opérations dans les usines de production. Les autorités estiment que le secteur privé, le système bancaire et les partenaires techniques et financiers pourraient jouer un rôle clé dans la résolution de ces problèmes.

La transformation locale poussée de l'huile de palme brute

L'agriculture contribuera de manière décisive à la transformation structurelle du Gabon à la condition que le pays développe les industries en aval des filières, notamment pour ce qui est de la filière huile de palme, les industries agro-alimentaires, chimiques et pharmaceutiques.

36 Investir au Cameroun, 2016.

37 Agence Ecofin, 2017.

38 Agence de presse Xinhua, 2017.

39 Simoes et Hidalgo, 2011.

La difficulté pour le Gabon de produire un volume important de dérivés de l'huile de palme pour des usages dans des domaines comme l'agro-alimentaire, l'industrie chimique et la pharmacie tient notamment à la concurrence féroce à laquelle font face les petits exploitants spécialisés dans la transformation de l'huile de palme. Des actions de renforcement de capacités et d'amélioration de l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) aux sources de financement doivent donc être menées⁴⁰. Il importe en outre, comme l'a fait la Malaisie, que des mesures ciblées soient prises afin de développer l'industrie de transformation de l'huile de palme. Ceci passe en particulier par les trois mesures suivantes : i) des incitations fiscales pour attirer davantage d'investisseurs dans des secteurs stratégiques liés à l'huile de palme ; ii) des taxes sur les exportations d'huile de palme brute et, au contraire, des exonérations d'impôts sur les exportations d'huile de palme transformée ; iii) la promotion de la recherche et développement pour améliorer la compétitivité de l'industrie de l'huile de palme au Gabon.

40 Pour y remédier, la FAO a lancé en février 2017 une série de formations destinées aux producteurs locaux. Elles portent notamment sur les aspects commerciaux et technologiques de la transformation des produits alimentaires, ces deux domaines posant des difficultés aux petits exploitants (Oxford Business Group, 2017).

Évaluation de la qualité des données nationales

Note méthodologique : La qualité des sources de données nationales pour les principaux indicateurs utilisés dans les profils de pays a fait l'objet d'une évaluation. Le résultat est présenté selon un code de couleurs : le vert indique une « bonne » source de données, le jaune une source « satisfaisante » et le rouge une source « à améliorer ».

Cette évaluation a privilégié la transparence et l'accessibilité de chaque source de données nationales. Elle a pris en compte la régularité et la périodicité de publication des sources de données, au vu de la périodicité de la publication et de la fréquence des mises à jour de données conformément aux normes internationales. La comparabilité des séries de données, leur durée dans le temps, les définitions et les unités de mesure standard ont été évaluées. L'accessibilité des bases de données a elle aussi été évaluée ; plus précisément, la disponibilité des données et leur libre accès au grand public, leur format et la facilité de leur téléchargement et de leur partage. Ont également été évaluées la citation des données, ainsi que les renvois à des sources primaires ou secondaires. Enfin, l'évaluation a considéré l'exhaustivité des métadonnées pour la communication de données, ainsi que l'exhaustivité et la clarté de la documentation.

Commentaires: La présente évaluation ne concerne que les données produites par les institutions nationales, ce qui signifie que les données récentes produites par les institutions internationales ne sont pas prises en compte. À titre d'exemple, on dispose de données à jour sur la population produites par la Division des statistiques des Nations Unies, mais nous n'avons considéré ici que les données produites par le pays, qui datent de 2013.

Comme déjà souligné en 2016, la qualité des données du Gabon doit être améliorée. Les principaux facteurs qui continuent à influencer négativement la qualité des données nationales sont : la régularité, la disponibilité dans une base de données ou un portail des données en ligne et l'absence d'informations méthodologiques. Il est recommandé à la Direction générale de la statistique et à la Direction générale de l'économie de rendre les données nationales accessibles à partir d'un portail Internet, d'améliorer la production statistique pour avoir les données à des intervalles réguliers, particulièrement les données sociodémographiques, et de rendre accessible les méthodologies utilisées.

Profil de pays du Gabon : Évaluation de la qualité des données nationales

Démographiques	Valeur	Evaluation
Population (Million)	1811 (2013)	1
Enfant (0-14 ans)	628 (2013)	1
Adultes (15-64 ans)	1112 (2013)	1
Personnes âgées (65 ans et +)	70 (2013)	1
Population Urbaine (%)	87 (2013)	1
Croissance démographique (%)	2,9 (2013)	1
Espérance de vie à la naissance (ans)	63,4 (2013)	1
Taux brut de mortalité (%)	9 (2013)	1
Taux brut de natalité (%)	34 (2013)	1

Performance macroéconomique et sectorielle	Valeur	Evaluation
Taux de croissance réelle du PIB (%)	0,8 (2017)*	2
PIB, prix courants (milliards CFA)	8 315 (2017)*	2
Inflation rate (%)	2,8 (2017)*	2

Tendances Économiques et Indicateurs de performance	Valeur	Evaluation
Exportations (FOB, milliards CFA)	3 667,3 (2016)	2
Importations (FOB, milliards CFA)	2 246,8 (2016)	2

Éducation et emploi	Valeur	Evaluation
Alphabétisation (15-24 ans) (%)	88,5 (2013)	1
Taux net de scolarisation au primaire (%)	88,3 (2013)	1
Taux d'emploi (%)	46,7 (2013)	1
Population en dessous du seuil national de pauvreté (%)	33,5 (2005)	1
Taux de chômage (%)	16,5 (2013)	1

Santé	Valeur	Evaluation
Taux de mortalité infantile (%)	40,6 (2013)	1
Taux de mortalité maternelle pour 100,000 naissances vivantes	277 (2013)	1
Insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (%)	6,0 (2012)	1
Taux de mortalité infanto-juvénile (pour 1,000 naissances vivantes)	60,4 (2013)	1
Proportion de naissances assistées par un personnel qualifié (%)	90 (2012)	1
Prévalence contraceptive (%)	31 (2012)	1
Taux de prévalence du SIDA chez les 15-24 ans	4,1 (2012)	1

Codes des sources de données

1. Direction générale de la statistique
2. Direction générale de l'économie et de la politique fiscale

* *Estimations*

Références

Agence de presse Xinhua (2017) Près de 6,2 millions de tonnes de production annuelle d'huile de palme envisagée en Afrique centrale [en ligne], disponible à l'adresse http://french.china.org.cn/foreign/txt/2017-04/08/content_40584710.htm [consulté le 4 déc. 2017].

Agence Ecofin (2017) Au 2ème trimestre 2017, le Cameroun a importé 2000 tonnes d'huile de palme du Gabon [en ligne], disponible à l'adresse <https://www.agenceecofin.com/oleagineux/0607-48643-au-2eme-trimestre-2017-le-cameroun-a-importe-2000-tonnes-d-huile-de-palme-du-gabon> [consulté le 30 nov. 2017].

Banque africaine de développement, Commission économique pour l'Afrique, Commission de l'Union africaine (2017) Annuaire statistique pour l'Afrique 2017 [en ligne], disponible à l'adresse https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African_Statistical_Yearbook_2017.pdf [consulté le 29 nov. 2017].2017

Banque des États de l'Afrique Central (2017a) Cadrage macroéconomique Zone CEMAC, Congo et Gabon, juillet 2017.

____ (2017b) Communiqué de Presse : CPM Séance du 11 juillet 2017 [en ligne] disponible à l'adresse <https://www.beac.int/download/Communiqu%C3%A9%20presse%20CPM%20du%2011juil17.pdf> [consulté le 1 déc. 2017].

____ (2017c) Communiqué de Presse : CPM Séance Final de la 30eme Session ordinaire du 22 mars 2017 [en ligne] disponible à l'adresse https://www.beac.int/download/Communiqu%C3%A9%20Presse%20CPM22mars2017_1.pdf [consulté le 1 déc. 2017].

Banque mondiale (2013) Background Paper to the World Development Report 2013 : Youth Unemployment and Vocational Training [en ligne], disponible à l'adresse http://siteresources.worldbank.org/EXTNWDR2013/source/8258024-1320950747192/8260293-1320956712276/8261091-1348683883703/WDR2013_bp_Youth_Unemployment.pdf [consulté le 4 déc. 2017].

____ (2015) Manufacturing FDI in Sub-Saharan Africa: Trends, determinants, and impact

____ (2017a) Doing Business : Classement des économies [en ligne], disponible à l'adresse <http://français.doingbusiness.org/rankings> [consulté le 1 déc. 2017].

____ (2017b) World Development Indicators | Gabon [en ligne], disponible à l'adresse <https://data.worldbank.org/country/gabon> [consulté le 28 nov. 2017].

Battaglia M. (2010) « Noyé dans l'huile de palme. L'explosion de la demande mondiale », Le Monde Magazine, no 39, supplément au Monde no 20336, 12 juin 2010, p. 14.

Burton M.E.H., Poulsen J.R., Lee M.E., Medjibe V.P., Stewart C.G., Venkataraman A., White L.J.T. (2016) « Reducing Carbon Emissions from Forest Conversion for Oil Palm Agriculture in Gabon », Conservation Letters, June 24, 2016 [en ligne] Referencing article, disponible à l'adresse <https://nicholas.duke.edu/about/news/conservation-key-curbing-emissions-oil-palm-agriculture-africa> [consulté le 5 déc. 2017].

Commission de l'Union africaine et Commission économique pour l'Afrique (2015) Le genre en Afrique – Fiche d'évaluation [en ligne], disponible à l'adresse

http://www.au.int/en/sites/default/files/documents/31260-doc-2015_auc_african_gender_scorecard_fr.pdf [consulté le 5 déc. 2017].

Commission économique pour l'Afrique (2016) Politique Industrielle Transformatrice pour l'Afrique.

Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (2016a) Communiqué final de la 30ème session ordinaire du Conseil des Ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale du 16 janvier 2016.

_____ (2016b) Directive Numéro 02/16-UEAC-093-CM-30 modifiant et complétant la Directive Numéro 01/01-UEAC-094-CM-06 du 03 aout 2001 fixant les critères et indicateurs macroéconomiques de la surveillance multilatérale.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2017) World Investment Report 2017 : Investment and the Digital Economy [en ligne], disponible à l'adresse http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2017_en.pdf [consulté le 5 déc. 2017].

Direct Infos (2017) Le Gabon exporte ses premières tonnes d'huile de palme et d'amande. [en ligne] Direct Infos Gabon., disponible à l'adresse <https://directinfosgabon.com/gabon-exporte-premieres-tonnes-dhuile-de-palme-damande/> [consulté le 29 nov. 2017].

Direction générale de l'économie et de la politique fiscale (2016) Note de conjoncture sectorielle à fin décembre 2015 [en ligne], disponible à l'adresse <http://www.dgepf.ga/dd80b2ab14//object.getObject.do?id=195> [consulté le 28 nov. 2017].

_____ (1981) Tableau de bord de l'économie

- (1982) Tableau de bord de l'économie
- (1985) Tableau de bord de l'économie
- (1987) Tableau de bord de l'économie
- (1989) Tableau de bord de l'économie
- (19891) Tableau de bord de l'économie
- (1992) Tableau de bord de l'économie
- (1995) Tableau de bord de l'économie
- (1996) Tableau de bord de l'économie
- (2001) Tableau de bord de l'économie
- (2004) Tableau de bord de l'économie
- (2005) Tableau de bord de l'économie
- (2006) Tableau de bord de l'économie
- (2007) Tableau de bord de l'économie
- (2009) Tableau de bord de l'économie
- (2010) Tableau de bord de l'économie
- (2011) Tableau de bord de l'économie
- (2012) Tableau de bord de l'économie
- (2013) Tableau de bord de l'économie
- (2014) Tableau de bord de l'économie
- (2015) Tableau de bord de l'économie
- (2016) Tableau de bord de l'économie

_____ (2017a) Tableau de bord de l'économie

_____ (2017b) Cadrage 2016- 2022, septembre 2017.

_____ (2017c) Situation économique du Gabon en 2016, perspectives 2017-2021 et principales réformes économiques, Septembre 2017.

Direction générale de la statistique et des études économiques du Gabon (2017) Enquête gabonaise pour l'évaluation et le suivi de la pauvreté 2005 [en ligne], disponible à l'adresse <http://catalog.ihnsn.org/index.php/catalog/41> [consulté le 28 nov. 2017].

_____ (2015b) Résultats globaux du recensement général de la population et des logements de 2013 du Gabon, Libreville.

Direction générale de la statistique du Gabon et ICF International (2012) Enquête démographique et de santé du Gabon 2012 : Rapport de synthèse. Calverton, Maryland.

Economist Intelligence Unit (2017) Franc Zone Commits to Fiscal Consolidation [en ligne], disponible à l'adresse <http://country.eiu.com/gabon> [consulté le 29 nov. 2017].

Financial Afrik (2017a) Olam Palm Gabon : premier en Afrique à obtenir la certification RSPO [en ligne], disponible à l'adresse <https://www.financialafrik.com/2016/10/04/olam-palm-gabon-premier-en-afrique-a-obtenir-la-certification-rspo/> [consulté le 29 nov. 2017].

_____ (2017b) Entretien exclusif avec Gagan Gupta, P-dg du groupe OLAM [en ligne], disponible à l'adresse <https://www.financialafrik.com/2017/04/24/entretien-exclusif-avec-gagan-gupta-p-dg-du-groupe-olam/> [consulté le 29 déc. 2017].

Fonds monétaire international (2017) Communiqué de presse N° 17/233 [en ligne] disponible à l'adresse <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2017/06/20/imf-executive-board-approves-us642-million-extended-arrangement-under-the-eff-for-gabon> [consulté le 29 nov. 2017].

Gabonéco (2017) Investissements : La percée d'Olam Gabon ! [en ligne], disponible à l'adresse <http://www.gabonéco.com/investissements-la-percee-d-olam-gabon.html> [consulté le 4 déc. 2017].

Gabonews (2017) Agriculture : l'exploitation durable de l'huile de palme à huile au centre d'un atelier national [en ligne], disponible à l'adresse <http://gabonews.com/fr/actus/agriculture/article/agriculture-l-exploitation-durable-de-l-huile-de> [consulté le 29 nov. 2017].

Investir au Cameroun (2016) Agro-industrie : Le Cameroun devient importateur de l'huile de palme gabonaise [en ligne], disponible à l'adresse <http://www.investiraucameroun.com/agro-industrie/0711-8138-le-cameroun-devient-importateur-de-l-huile-de-palme-gabonaise> [consulté le 4 déc. 2017].

McKinsey (2013) Stratégie d'investissement humain du Gabon, Libreville, 25 pages.

Ministère de l'économie, de la prospective et de la programmation du développement (2016) Signature du mémorandum d'entente portant sur le projet intègre de développement de l'huile de palme entre le Gabon et la SARL 3f OIL palm Agrotech Private Limited [en ligne], disponible à l'adresse <http://économie.gouv.ga/9-actualites/1316-signature-du-memorandum-dentente-portant-sur-le-projet-integre-de-developpement-de-lhuile-de-palme-entre-le-gabon-et-la-sarl-3f-oil-palm-agrotech-private-limited-/> [consulté le 30 nov. 2017].

Ministère de l'économie, de la prospective et de la programmation du développement (2017) Développement de l'huile de Palme [en ligne], disponible à l'adresse <http://économie.gouv.ga/9-actualites/1316-signature-du-memorandum-dentente-portant-sur-le-projet-integre-de-developpement-de-lhuile-de-palme-entre-le-gabon-et-la-sarl-3f-oil-palm-agrotech-private-limited-/> [consulté le 29 nov. 2017].

Mirova (2017) Études : regard d'expert sur l'huile de palme [en ligne], disponible à l'adresse http://www.mirova.com/Content/Documents/Mirova/publications/VF/Etudes/MIROVA_ETUDE_HuiledePalme_vf.pdf [consulté le 28 nov. 2017].

Mo Ibrahim Foundation (2016) A Decade of African Governance 2006-2015, 2016 Ibrahim Index of African Governance, Gabon Insights [en ligne], disponible à l'adresse <http://s.mo.ibrahim.foundation/u/2017/03/08200156/Gabon-Insights-2016-IIAG.pdf> [consulté le 28 nov. 2017].

Olam International Limited (2010) Investment in Greenfield Oil Palm Plantations in Gabon 13th November 2010

Olam (2017) Locations : Gabon [en ligne], disponible à l'adresse <http://olamgroup.com/locations/west-central-africa/gabon/> [consulté le 4 déc. 2017].

Oxford Business Group (2017) Progression des plans gabonais en matière d'agriculture [en ligne] Oxford Business Group., disponible à l'adresse <http://www.oxfordbusinessgroup.com/news/progression-des-plans-gabonais-en-matière-d'agriculture> [consulté le 29 nov. 2017].

Palm Oil Analytics (2017) Essential Palm Oil Statistics 2017 [en ligne], disponible à l'adresse <http://www.palmoilanalytics.com/files/epos-final-59.pdf> [consulté le 29 nov. 2017].

Programme des Nations Unies pour le développement (2017) Indice d'inégalités entre les sexes [en ligne], disponible à l'adresse [http://UNDP-HDR16-Overview-FR%20\(1\).pdf](http://UNDP-HDR16-Overview-FR%20(1).pdf) [consulté le 28 nov. 2017].

République gabonaise (2017) Plan de relance de l'économie 2017 – 2019 [en ligne], disponible à l'adresse www.sgg.gouv.ga/plan-de-relance-économique20172019 [consulté le 29 nov. 2017].

SIAT (2017) L'Enterpise [en ligne], disponible à l'adresse <http://www.siatgabon.com/telechargements/article-sur-le-secteur-palmier-dans-gabon-magazine/> [consulté le 4 déc. 2017].

Simoes, A.J.G., Hidalgo, C.A. (2011) The Economic Complexity Observatory: an Analytical Tool for Understanding the Dynamics of Economic Development [en ligne], disponible à l'adresse https://atlas.media.mit.edu/en/visualize/tree_map/hs92/import/show/all/1511/2016/ [consulté le 29 nov. 2017].

Transparency International (2017) Indice de perception de la corruption 2016 : le cercle vicieux corruption-inégalité doit être enrayé [en ligne] www.transparency.org, disponible à l'adresse https://www.transparency.org/news/pressrelease/indice_de_perception_de_la_corruption_2016_le_cercle_vicieux_de_la_corrupti [consulté le 28 nov. 2017].

UNICEF (2017) Conseil d'administration, deuxième session ordinaire de 2017, 12-15 septembre 2017, Descriptif de programme pays, Gabon, 10 août 2017.

World Rainforest Movement (2010) Le palmier à huile au Gabon [en ligne], disponible à l'adresse <https://oilpalminafrica.wordpress.com/2010/08/19/gabon/>.

UNECA.ORG

Imprimé à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2004. Imprimé sur du papier sans chlore.

